

RAPPORT ANNUEL 2013

PARTENARIAT STRATÉGIQUE POUR LE GRAND ÉCOSYSTÈME
MARIN DE LA MÉDITERRANÉE

www.themedpartnership.org



RAPPORT ANNUEL 2013

PARTENARIAT STRATÉGIQUE POUR LE GRAND ÉCOSYSTÈME
MARIN DE LA MÉDITERRANÉE
(MEDPARTNERSHIP)



Ensemble pour la Méditerranée

Notice légale

Les appellations employées dans le présent document et la présentation des données qui y figurent n'impliquent aucune prise de position de la part du PNUE/PAM quant au statut juridique des pays, territoires, régions ou villes, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Droit de copyright

Le texte de la présente publication peut être reproduit en tout ou en partie à des fins pédagogiques et non lucratives sans autorisation spéciale de la part du détenteur du copyright, à condition de faire mention de la source. Le PNUE/PAM serait reconnaissant d'avoir un exemplaire de toutes les publications qui ont utilisé ce matériel comme source. Il n'est pas possible d'utiliser la présente publication pour la revente ou à toute autre fin commerciale sans demander au préalable par écrit la permission au PNUE/PAM.

Crédit photo : Thomais Vlachogianni, MIO-ECSDE



PNUE/PAM
48, Vassileos Konstantinou Ave.
11635 Athens
Greece
www.unepmap.org
themedpartnership@unepmap.gr

Pour des fins bibliographiques, citer le présent volume comme suit : Partenariat stratégique pour le Grand Ecosystème marin de la Méditerranée (MedPartnership), Rapport annuel 2013, PNUE/PAM, Athènes, 2014.

© Programme des Nations Unies pour l'Environnement / Plan d'Action pour la Méditerranée (PNUE/PAM).
B.P. 18019 Athènes, Grèce

Table of Contents

REMERCIEMENTS	3
AVANT-PROPOS	4
« ENSEMBLE POUR LA MÉDITERRANÉE » QU'EST-CE QUE LE MEDPARTNERSHIP?	5
GRANDS MOMENTS DU MEDPARTNERSHIP EN 2013	9
COMPOSANTE 1 - APPROCHES INTÉGRÉES POUR LA MISE EN ŒUVRE DES PAS ET DES PAN : GIZC, GIRE ET GESTION DES AQUIFERES COTIERS	17
Sous-composante 1.1 Gestion des aquifères et des eaux souterraines du littoral	18
Sous-composante 1.2 Gestion Intégrée des Zones Côtières (GIZC)	21
Sous-composante 1.3 Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE)	23
COMPOSANTE 2 - POLLUTION DUE À DES ACTIVITÉS SITUÉES À TERRE, Y COMPRIS LES POLLUANTS ORGANIQUES PERSISTANTS : MISE EN ŒUVRE DU PAS-MED ET DES PAN CORRESPONDANTS	27
Sous-composante 2.1 Facilitation de réformes politiques et législatives concernant la lutte contre la pollution	28
Sous-composante 2.2 Transfert de technologies écologiquement rationnelles	31
Sous-composante 2.3 Gestion écologiquement rationnelle du matériel, des stocks et des déchets contenant des PCB ou contaminés par ces derniers dans les compagnies nationales d'électricité	31
COMPOSANTE 3 - CONSERVATION DE LA DIVERSITE BIOLOGIQUE : MISE EN ŒUVRE DU PAS-BIO ET DES PAN CORRESPONDANTS	33
Sous-composante 3.1 Conservation de la biodiversité marine et côtière grâce au développement d'un réseau méditerranéen d'AMP	34
Sous-composante 3.2 Promotion de l'utilisation durable des ressources halieutiques dans le cadre d'une approche écosystémique de la pêche	42
COMPOSANTE 4 - COORDINATION, PARTICIPATION DES ONG, STRATEGIES DE REPLICATION ET DE COMMUNICATION, GESTION ET SUIVI- EVALUATION (S&E) DU PROJET	45
Sous-composante 4.1 Coordination du projet, participation des ONG, gestion et S & E	46
Sous-composantes 4.2 Stratégie d'information et de communication et 4.3 Stratégie de réplication	48
PERFORMANCE FINANCIÈRE DU PROJET RÉGIONAL ET QUESTIONS ADMINISTRATIVES	50
INTEGRATION DE LA VARIABILITE ET DU CHANGEMENT CLIMATIQUES DANS LES STRATEGIES NATIONALES POUR METTRE EN ŒUVRE LE PROTOCOLE GIZC (PROJET DE VARIABILITE DU CLIMAT)	51
MEDPARTNERSHIP PLAN FOR 2014	53
ANNEXES	
ANNEXE 1. ANNEXE 1. RÉCAPITULATIF DES PROJETS DE DÉMONSTRATION DU PROJET RÉGIONAL	55
ANNEXE 2. ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES	59

REMERCIEMENTS

Ce rapport a été préparé par le PNUE/PAM dans le cadre du Partenariat Stratégique pour le Grand Ecosystème Marin de la Méditerranée (MedPartnership). Ses rédacteurs en chef sont Lorenzo Galbiati, Virginie Hart et Hoda El-Turk (PNUE/PAM). Les principaux collaborateurs étaient Raya Marina Stephan, Matthew Lagod (PHI-UNESCO), Pedro de Barros (FAO), Vangelis Constantianos et Anthi Brouma (GWP-Med), Anastasia Roniotes, Thomais Vlachogianni et Hanna Virtanen (MIO-ECSDE), Marina Gomei (WWF-MedPO).

Les principaux collaborateurs du PNUE/PAM et de ses centres d'activités régionales sont Tatjana Hema (MED POL), Souha El Asmi et Atef Limam (CAR/ASP), Daria Povh Škugor (CAR/PAP), Manolo Clar Massanet (CAR/CPD).

Paul Davies a réalisé la mise en page finale, et la couverture.



La mer Méditerranée est un patrimoine culturel et environnemental pour des milliers de personnes vivant le long de ses côtes. La protection de cet unique écosystème marin et côtier a une longue histoire, et constitue un excellent exemple de coopération parmi les pays.

L'adoption du Plan d'Action pour la Méditerranée (PAM) en 1975 constitue un effort collectif pour aborder les défis communs tels que la protection de l'environnement tout en favorisant le développement durable des pays entourant la mer Méditerranée.

Bien que le contrôle de la pollution marine ait été la focalisation principale du PAM, il fut évident que cette question devait être abordée dans une stratégie intégrée prenant en compte la croissance socio-économique des pays méditerranéens, les activités économiques ayant un impact direct et indirect sur les zones côtières et marines et la gestion durable des ressources en eau et des bassins se déversant dans la mer Méditerranée.

Les principales questions telles que le contrôle de la pollution, la bonne gouvernance, la surveillance et l'identification de pressions récurrentes et émergentes, l'évaluation des impacts sur les zones marines et côtières ainsi que la définition de mesures à prendre pour prévenir la dégradation de la mer Méditerranée deviennent des questions prioritaires à l'ordre du jour des organisations internationales, des parties prenantes, de la société civile et des pays œuvrant ensemble pour la protection de la région méditerranéenne et contribuent à une meilleure qualité de vie dans la région.

Le Partenariat Stratégique pour le Grand Ecosystème Marin de la Méditerranée (MedPartnership) constitue un effort collectif des organisations régionales, internationales et non-gouvernementales chefs de file ainsi que des pays, pour une meilleure gestion de la mer Méditerranée, de ses écosystèmes ainsi que de ses ressources.

Le MedPartnership est dirigé par le PNUE/PAM et est soutenu par le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), et autres donateurs, y compris l'Union Européenne et les pays participants.

La principale focalisation du projet et sa nature initiale sont d'engendrer un partenariat efficace parmi tous les acteurs œuvrant dans la Méditerranée. La définition

d'ordres du jour, de priorités et de stratégies communs afin de catalyser les réformes politiques, juridiques et institutionnelles et les investissements nécessaires pour inverser les tendances de dégradation affectant l'unique grand écosystème marin méditerranéen, sont devenus la table commune autour de laquelle 12 partenaires exécutifs, 13 pays et donateurs travaillent ensemble pour la Méditerranée.

Le MedPartnership est constitué de 3 composantes régionales :

- La gestion intégrée des côtes, les ressources en eau douce et eaux souterraines ;
- La réduction de la pollution générée par les activités terrestres, par l'adoption de techniques respectueuses de l'environnement ;
- La création et la gestion efficace d'un réseau cohérent d'Aires Marines Protégées (AMP) et l'intégration d'une approche écosystémique dans la gestion des pêcheries.

Les activités du MedPartnership ont démarré en 2010. Un nombre significatif d'experts nationaux en coordination avec les autorités nationales, régionales et locales mènent plus de 100 activités avec 79 démonstrations dans les pays participants. Plusieurs activités ont déjà été achevées. Les activités planifiées pour 2014 verront la finalisation de plus de la moitié des activités et démonstrations pour les 3 composantes régionales.

En outre, au cours de 2014, les activités du projet frère du MedPartnership sur l'intégration de la variabilité et le changement climatiques dans les stratégies nationales pour la mise en œuvre de la GIZC, seront accélérées. Une attention particulière sera accordée au développement d'une plateforme d'informations et de données, deux projets de démonstration en Croatie et en Tunisie pour évaluer les impacts environnementaux et socio-économiques de la variabilité climatique et la rédaction de lignes directrices sur les stratégies et plans nationaux de GIZC intégrant la variabilité climatique.

Nous attendons avec impatience les deux phases suivantes du MedPartnership et nous sommes certains qu'en collaboration avec tous les partenaires du projet et les pays participants nous aurons une année très productive ENSEMBLE POUR LA MEDITERRANEE.

Lorenzo Paolo Galbiati,
Directeur du projet MedPartnership

« ENSEMBLE POUR LA MÉDITERRANÉE »

QU'EST-CE QUE LE MEDPARTNERSHIP?

Contexte

Le Partenariat Stratégique pour le Grand Écosystème Marin de la Méditerranée (MedPartnership) est une initiative rassemblant de grandes organisations (régionales, internationales, non gouvernementales, etc.) et des pays riverains de la mer Méditerranée, dans le but de protéger le milieu marin et côtier de la Méditerranée.

Le MedPartnership est constitué de deux composantes complémentaires :

- le Projet régional, mené par le PNUE/PAM
- et le Fonds d'investissement (ainsi que MED-durable), mené par la Banque mondiale.

Ces composantes visent à assurer une approche stratégique et coordonnée afin de catalyser les réformes de politique générale, législatives et institutionnelles, et les investissements nécessaires.

Le MedPartnership est mis en œuvre dans les pays suivants, éligibles au FEM : Albanie, Algérie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Égypte, Liban, Libye, Maroc, Monténégro, Palestine, Syrie, Tunisie et Turquie. Le MedPartnership est soutenu financièrement par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et d'autres donateurs, notamment la Commission Européenne et tous les pays participants, et travaille en étroite association avec d'autres initiatives régionales pertinentes telles que l'initiative Horizon 2020, visant à dépolluer la Méditerranée, la Politique maritime intégrée européenne, etc. Le MedPartnership est un prolongement et un développement du projet précédent du FEM sous la responsabilité du PNUE/PAM (2002-2006). Dans ce projet, l'analyse diagnostique transfrontalière pour la mer Méditerranée (ADT-MED) avait été révisée et actualisée, et deux Programmes d'Actions Stratégiques (PAS) avaient été préparés :

- un Programme d'actions stratégiques visant à combattre la pollution due à des activités menées à terre (PAS-MED), et
- un Programme d'action stratégiques pour la conservation de la diversité biologique marine et côtière en Méditerranée (PAS-BIO).

Les deux PAS ont été officiellement adoptés par les Parties contractantes à la Convention de Barcelone, en même temps que les Plans d'Action Nationaux (PAN) pour le PAS-MED. Le coût des actions identifiées s'élève à plusieurs milliards de dollars, et le MedPartnership vise à apporter un soutien complémentaire aux pays pour leur mise en œuvre.

Buts et objectifs

Le but primordial du MedPartnership est d'inverser les tendances à la dégradation affectant le grand écosystème marin unique de la Méditerranée, et notamment ses habitats côtiers et sa biodiversité.

Le MedPartnership a des objectifs spécifiques, à savoir :

- aider les pays dans la mise en œuvre des PAS et des PAN afin de réduire la pollution due aux sources terrestres, et empêcher la dégradation de la biodiversité et des écosystèmes de la Méditerranée ;
- aider les pays dans la mise en œuvre du Protocole de gestion intégrée des zones côtières (Protocole GIZC) ;
- exercer un effet de levier sur les financements à long terme, et
- assurer, à travers des systèmes de la Convention de Barcelone et du PAM, la pérennité des activités lancées dans le cadre du projet, au-delà de sa durée spécifique.

Financement

Les fonds alloués au MedPartnership se sont élevés à :

- Projet régional – 11 891 000 USD du FEM plus 35 597 700 USD en cofinancements, pour un coût total de 47 488 700 USD.

Le Projet régional est financé par le FEM et par des cofinancements en espèces et en nature des pays participants, du gouvernement de l'Italie (ministère italien de l'Environnement, du Territoire et de la Mer et ministère des Affaires étrangères) et de donateurs, parmi lesquels la Commission Européenne (CE), l'Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement (AECID), le Fonds d'Affectation Spéciale pour la Méditerranée (FASM) de la Convention de Barcelone et ses Protocoles, le Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM) et la Fondation MAVA.

Partenaires d'exécution

Composante 1 : Approches intégrées pour la mise en œuvre des PAS et des PAN : GIZC, GIRE et gestion des aquifères côtiers



Programme hydrologique international de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO/PHI)



Centre d'activités régionales du Programme d'Actions Prioritaires (CAR/PAP) du PNUE/PAM



Partenariat mondial pour l'eau en Méditerranée (GWP-Med)

Composante 2 : Pollution due à des activités situées à terre, y compris les polluants organiques persistants : mise en œuvre du PAS-MED



Programme de surveillance continue et de recherche en matière de pollution dans la Méditerranée (MED POL) du PNUE/PAM



Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)



Centre d'Activités Régionales pour la Consommation et Production Durables (CAR/CPD) du PNUE/PAM

Composante 3 : Conservation de la diversité biologique : mise en œuvre du PAS-BIO et des PAN correspondants



Centre d'activités régionales pour les Aires Spécialement Protégées (CAR/ASP) du PNUE/PAM



Fonds mondial pour la nature (WWF), Programme d'orientation du WWF en Europe (WWF-MedPO)



Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO)

Composante 4 : Stratégies de coordination, participation des ONG, réplication et communication, gestion et suivi-évaluation (S&E) du projet



PNUE/PAM
Programme des Nations Unies pour l'Environnement/Plan d'Action pour la Méditerranée



Bureau d'Information Méditerranéen pour l'Environnement, la Culture et le Développement Durable (MIO-ECSDE)

Principaux donateurs

Fonds pour l'environnement mondial (FEM)



Agence Espagnole de Coopération
Internationale pour le Développement
(AECID)

Fonds Français pour l'Environnement
Mondial (FFEM)

Albanie - Ministère de l'Environnement, des Forêts
et de la Gestion des Eaux

Bosnie-Herzégovine - Ministère du Commerce
Extérieur et des Relations Économiques

Égypte – Ministère d'État des Affaires
Environnementales

Liban – Ministère de l'Environnement

Maroc – Ministère de l'Énergie, des Mines,
de l'Eau et de l'Environnement

Palestine – Autorité pour la Qualité de
l'Environnement

Tunisie – Ministère de l'Équipement et de
l'Environnement



Commission Européenne (CE)

Fonds d'affectation spéciale pour la
Méditerranée (FASM) de la Convention de
Barcelone et ses Protocoles

Fondation MAVA pour la nature

Algérie – Ministère de l'Aménagement du
Territoire et de l'Environnement

Croatie – Ministère de l'Environnement et
de la Protection de la Nature

Italie - Ministère de l'Environnement, du Territoire et
de la Mer

Libye – Agence générale de
l'Environnement

Monténégro – Ministère du Développe-
ment Durable et du Tourisme Palestine –
Autorité pour la Qualité de
l'Environnement

Syrie - Ministère de l'Administration Locale et
de l'Environnement

Turquie – Ministère de l'Environnement et
de l'Urbanisation

The background of the entire page is a photograph of a rocky beach. In the foreground, there are many smooth, wet, greyish-brown stones. Shallow water is visible, reflecting the sunlight in a shimmering pattern. In the center-right of the image, a large, textured, brownish-grey sea slug (limpet) is resting on the rocks.

GRANDS MOMENTS DU MEDPARTNERSHIP

EN 2013

Projet régional

Mise en œuvre à ce jour

Le Projet régional du MedPartnership a démarré au second semestre de l'année 2009 et son achèvement est prévu pour la fin de 2015

Les grands moments de 2013 sont présentés ci-dessous :

Collaboration entre les pêcheurs et les gestionnaires d'AMP présentée dans une vidéo de 5 minutes

Le WWF a produit une vidéo promouvant la collaboration entre les pêcheurs et les gestionnaires d'AMP, démontrant les bénéfices de la co-gestion des ressources et de la prise de décision participative. <http://youtu.be/OXq05bNWlh8>

Une action réussie ouvre la porte à de nouvelles initiatives et davantage d'intégration.

Janvier - Suite à l'achèvement de l'analyse juridique du CAR/PAP dans le cadre du MedPartnership, la Croatie a ratifié le Protocole GIZC et a exprimé de l'intérêt pour continuer à travailler, dans le même cadre, pour le développement d'une stratégie nationale de GIZC. Depuis que la Croatie prépare sa stratégie marine, tel que requis par la DCSMM de l'UE, le ministère de l'Environnement croate a décidé de la joindre avec la Stratégie côtière requise par le Protocole GIZC et de préparer une stratégie marine et côtière intégrée. Afin de garantir le cadre institutionnel, un comité interministériel existant composé des représentants des principales institutions marines a été étendu à ceux des institutions côtières. Une évaluation économique et sociale a été lancée pour les zones côtières et marines de Croatie.

Plus de participation locale dans l'ASP de Kaş-Kekova

8 janvier - Le projet de plan de gestion de l'AMP de Kaş-Kekova soutenu techniquement par le WWF a été officiellement clôturé le 8 janvier à Ankara, Turquie. Plus de 50 représentants de ministères et institutions ont participé à la réunion, évalué et finalisé le plan d'action sur cinq ans. Comme l'envisageait le plan de gestion, les administrateurs locaux et la population s'engageront plus résolument dans la gestion de l'ASP de Kaş-Kekova dans l'avenir.

Le secteur de la pêche du golfe de Gabès soutient le travail réalisé afin de réduire les prises accidentelles dans le secteur du chalut de fond

10 janvier - Des représentants du secteur de la pêche opérant dans le golfe de Gabès, Tunisie, ont appuyé la nécessité de réduire la prise accidentelle de poissons de trop petite taille et les espèces protégées ou iconiques, afin d'assurer la durabilité de la pêche. Ils se sont également engagés à mettre quelques bateaux industriels à la disposition de l'Institut National des Sciences et Technologies de la Mer (INSTM) et de la Direction Générale de la Production Agricole (DGPA), avec le soutien de la FAO et du MedPartnership, afin de réaliser une démonstration et tester d'éventuelles solutions techniques pour réduire les prises accidentelles dans le secteur du chalut de fond dans le golfe de Gabès, secteur précédemment identifié par des experts tunisiens comme celui dans lequel l'impact des prises accidentelles est le plus important.

Enquête géophysique de l'aire marine de la baie de Boka Kotorska, Monténégro

19 - 24 janvier - Une enquête à l'aide d'un sonar à balayage latéral et d'un sondeur mono-faisceau utilisant une portée latérale de 150m a été réalisée dans toute l'aire marine de Boka Kotorska. En outre, afin d'analyser davantage la présence d'habitats côtiers menacés, tels que les herbiers, le CAR/ASP a recommandé de mener une enquête sur tout le périmètre côtier de la baie à l'aide du sonar à balayage latéral d'une portée latérale de 100m. L'enquête a permis de produire des données géophysiques quantitatives couvrant une surface de 25,8 km².

Renforcement des capacités pour les dirigeants nationaux libyens et les parties prenantes des AMP

10 - 14 février - Pendant un atelier de formation sur cinq jours qui s'est déroulé à Akyaka (Turquie), facilité par le CAR/ASP et le WWF-MedPO, quinze dirigeants nationaux libyens et parties prenantes des AMP ont participé à des activités visant à renforcer leurs capacités en termes de processus participatif et d'engagement des parties prenantes dans les AMP. Les participants ont appris les principes de la planification et de la communication participatives et ont rédigé un plan afin d'engager les parties prenantes clés dans la future mise en œuvre des trois AMP libyennes. Des études de cas de l'ASP de Kaş-Kekova ont permis d'en apprendre plus sur l'expérience turque en ce qui concerne l'implication des parties prenantes dans le développement de plans de gestion.

Mars - Récemment publié par le WWF et la NOAA, ce guide fournit des orientations aux gestionnaires en ce qui concerne les mesures et techniques afin d'engager les parties prenantes dans la conception et la gestion d'AMP. Il inclut également des études de cas pratiques et des enseignements tirés du Projet MedPAN Sud.

Télécharger à l'adresse suivante : <http://bit.ly/16BzyPh>



Activités du projet au Monténégro

(Crédit photo : Vesna Macic)

Rapprocher les scientifiques méditerranéens et les gestionnaires de ressources

4 - 5 mars - Afin de renforcer le dialogue entre les scientifiques et les gestionnaires d'AMP, un atelier a été organisé par le WWF et le MedPAN en mars, dans l'AMP de Plemmirio à Syracuse, Italie. L'atelier a invité un réseau de gestionnaires et scientifiques à répondre à des questions clés sur l'état de l'écosystème et les conditions socio-économiques afin de parvenir à une gestion efficace basée sur la science. Les participants regroupaient des représentants d'AMP et d'instituts de recherche d'Algérie, de Croatie, d'Égypte, d'Espagne, d'Italie, de France, du Liban, de Libye, de Turquie, du Monténégro et de Grèce.

Consultation des parties prenantes en vue de l'élaboration d'un plan de gestion pour l'aire marine et côtière protégée des îles Kuriat, Tunisie.

5 - 7 mars - Le CAR/ASP a lancé en 2013, en étroite collaboration avec l'Agence tunisienne de Protection et d'Aménagement du Littoral (APAL), le processus d'élaboration d'un plan de gestion pour l'aire marine protégée des îles Kuriat. Des réunions de consultation sur le site avec les parties prenantes ont été organisées début mars et ont abouti à l'élaboration d'un diagnostic détaillé

de tous les aspects liés à la zone et ses alentours et à la proposition d'un scénario et d'objectifs de gestion.

Évaluation des impacts socio-économiques de la hausse du niveau de la mer sur les zones côtières en Croatie et en Tunisie.

12-13 mars - Dans le cadre du projet frère du MedPartnership « intégration de la variabilité et du changement climatiques dans les stratégies nationales pour la mise en œuvre du Protocole GIZC », une réunion d'experts sur le développement de « Climagine » s'est déroulée à Sophia-Antipolis, France. La réunion s'est focalisée sur les éventuels moyens de développer la méthodologie « Climagine » en vue de la mettre en œuvre dans deux projets pilotes en Croatie et en Tunisie en 2013.

Stratégie GIZC pour l'Algérie

27 mars - 2 avril - Dans le cadre de l'approche participative au développement des Stratégies nationales de GIZC, plus de 120 participants ont assisté à deux ateliers organisés en Algérie pour la préparation d'une stratégie nationale de Gestion Intégrée des Zones Côtières (GIZC) facilitée par le CAR/PAP. Les ateliers visaient à

intégrer les points de vue et opinions des parties prenantes sur les priorités nationales et solutions pertinentes pour la gestion côtière en Algérie.

Étude biologique de la zone marine de la baie de Boka Kotorska, Monténégro

5 - 12 avril - Le CAR/ASP a réalisé une enquête de terrain visant à caractériser les éléments biologiques de la baie de Boka Kotorska. L'enquête de terrain a été réalisée par des experts internationaux et nationaux au moyen de techniques subaquatiques incluant des enquêtes réalisées au moyen de la plongée sous-marine, de caméras remorquées et d'échantillonnage de benthos de fond. Les données collectées ont été intégrées dans une base de données SIG. En outre, pendant l'enquête, une formation sur le terrain a été dispensée à quatre experts locaux sur de nombreux aspects de la quantification écologique des écosystèmes marins.

Climagine I – Comté de Sibenik-Knin (Croatie)

8 avril - Dans le cadre du projet frère du MedPartnership « intégration de la variabilité et du changement climatiques dans les stratégies nationales pour la mise en œuvre du Protocole GIZC », le premier atelier « Climagine » a été organisé à Šibenik, en Croatie. Conjointement organisé par le Plan Bleu, le CAR/PAP et

le comté, l'atelier visait à présenter aux parties prenantes locales le développement jusqu'à présent de la méthode «Climagine», développée et mise en œuvre par le Plan Bleu et de le lancer, en tant que processus pilote, dans le comté de Šibenik-Knin. L'objectif ultime est de mettre en place un plan de gestion intégrée des zones côtières pour les municipalités côtières du comté, avec un accent particulier sur la variabilité et le changement climatiques.

Un Plan d'action national pour la réduction de la pollution, évaluation en cours

17 avril - Le Comité de pilotage de la « Mise à jour des projets ou besoins d'investissement pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution », a tenu sa troisième réunion le 17 avril à Athènes, en mettant l'accent sur le portefeuille d'investissement des Plans d'action nationaux (PAN). La première phase du projet a principalement mis l'accent sur la collecte et l'analyse d'informations sur les investissements environnementaux qui affectent le bassin méditerranéen. Les participants à la réunion ont approuvé la méthodologie d'évaluation proposée pour la 2ème phase du projet.

CAR/PAP en soutien à la préparation du Plan d'aménagement côtier au Monténégro

19 avril - Les progrès réalisés dans la préparation de la Stratégie GIZC nationale du Monténégro ont été présentés par l'équipe nationale du CAR/PAP au cours de la conférence annuelle au Monténégro, à laquelle ont participé des représentants des ministères, des institutions nationales, des autorités locales, des organisations internationales et des ONG. La principale contribution au processus réside dans la fourniture de soutien technique pour la préparation du Plan d'aménagement côtier en intégrant les instruments GIZC dans la définition de l'utilisation future de l'espace côtier.

Cap des Trois Fourches MPA in Morocco

28 Avril - Une réunion conjointe entre le Haut Commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte contre la Désertification (HCEFLCD) et le projet CAR/ASP-MedMPANet a été organisée à Rabat, au Maroc, afin de présenter les progrès réalisés par le projet et discuter des résultats des études atteints en vertu du projet. Outre cette phase et dans le cadre du projet MedPartnership, il est prévu d'élaborer un plan de gestion dont la mise en place d'un mécanisme durable de financement, pour la future AMP du Cap des Trois Fourches (Nord du Maroc) à la fin de 2014.

Préparation de l'analyse des parties prenantes dans le bassin transfrontalier de Buna/Bojana

Mai 2013 - Un rapport d'analyse des parties prenantes abordant les positions et les perceptions des parties prenantes et de la population locales en Albanie et au Monténégro concernant la gestion du bassin transfrontalier, des aquifères et de la zone côtière de Buna/Bojana a été préparé. Il s'agit d'une contribution importante au travail préparatoire pour le plan de gestion intégrée de Buna/Bojana. Le rapport a été alimenté par des informations acquises par le biais de groupes de discussion et autres activités de consultation.

Développement du protocole national de surveillance croate pour les coralligènes

2 - 3 mai - Dans le cadre des activités du MedPartnership exécutées par le CAR/ASP en Croatie, en étroite collaboration avec les autorités environnementales croates, une réunion du groupe de travail pour le développement du protocole national de surveillance croate pour les coralligènes a eu lieu au ministère de Protection de l'environnement et de la nature à Zagreb. L'état de la recherche et de la surveillance en Méditerranée et en Adriatique a été discuté et le programme et le système de surveillance ont été exposés.

Lancement du programme sur la gouvernance et le financement du secteur de l'eau en Méditerranée catalysé par le MedPartnership et labellisé en vertu de l'Union pour la Méditerranée

28-29 mai - Le programme régional GWP-Med/OECD sur la 'gouvernance et le financement du secteur de l'eau en Méditerranée' a été officiellement lancé à Barcelone les 28 et 29 mai au siège de l'UpM. En plus de l'Albanie, de la Jordanie, du Liban, du Maroc, de la Palestine et de la Tunisie, l'Egypte a produit une lettre de soutien officielle au cours de la cérémonie d'ouverture de la Conférence de lancement, devenant ainsi le septième pays prioritaire pour le programme qui poursuivra ses liens opérationnels directs avec le MedPartnership.

Développement de plans de gestion pour les AMP en Libye

4 juin - Le Centre de recherche en biologie marine en Libye a officiellement lancé le projet de développement de plans de gestion des AMP de la lagune de Farwa et de Ain El Ghazela avec le soutien du WWF. Une réunion d'envoi s'est déroulée à Tajoura-Tripoli afin d'impliquer les autorités, les parties prenantes et la société civile dans le processus de prise de décision et obtenir leur soutien pour l'AMP et son cadre de gouvernance.

Développement de la « Plateforme régionale de partage d'informations et de données » pour la variabilité du climat.

6 juin - Dans le cadre du projet frère du MedPartnership « intégration de la variabilité et du changement climatiques dans les stratégies nationales pour la mise en œuvre du Protocole GIZC », une réunion s'est déroulée au PNUE/GRID à Genève (Suisse) avec des représentants du Plan Bleu, du PNUE PAM et de l'UniGe se focalisant sur les manières de collaborer pour le développement d'une plateforme régionale de données, basée sur Internet, portant sur la recherche sur le climat, avec un accent particulier sur les impacts environnementaux et économiques du changement climatique dans la zone côtière.

Contribution à l'élaboration d'une stratégie nationale et d'un projet de loi pour la mise en place d'un réseau d'AMP en Libye

8 - 14 juin - Plusieurs réunions techniques ont été organisées par le CAR/ASP à Tripoli avec différents représentants des administrations, des scientifiques, des parties prenantes locales et des ONG concernées par la création et la planification d'AMP en Libye. Cela a favorisé (i) l'analyse des besoins prioritaires et l'identification des parties prenantes et d'éventuels partenariats pour la création et la planification d'AMP, (ii) la rédaction des grandes lignes de la stratégie nationale pour la mise en place d'un réseau d'AMP en Libye et (iii) la définition du contenu du projet de loi sur les aires protégées en Libye.

Améliorer les connaissances relatives à l'état des zones humides côtières méditerranéennes dépendantes des eaux souterraines

10-11 juin - L'UNESCO-PHI a réuni un groupe d'experts nationaux et internationaux à Paris, France, afin d'échanger les connaissances et les expériences concernant les services – entre autres écologiques, culturels et économiques – fournis par les zones humides côtières méditerranéennes dépendantes des eaux souterraines et comment les activités dans la région affectent ces services. Les experts ont convenu de la préparation d'un rapport régional sur l'état des zones humides côtières méditerranéennes dépendantes des eaux souterraines. Ils se sont également engagés à procéder à des caractérisations éco-hydrologiques d'un certain nombre de zones humides côtières dans la région afin de préparer une carte qui communiquera visuellement des informations concernant la géologie de ces zones humides, le degré de dépendance des eaux souterraines ainsi que les propriétés chimiques de l'eau.

Atelier de formation sur l'Approche Écosystémique (ECAP) de la gestion des pêcheries et de l'aquaculture

10-14 juin - Vingt-et-un gestionnaires et chercheurs dans les pêcheries, originaires de Croatie, du Monténégro, de Tunisie, de Turquie, de Bulgarie, du Liban et d'Égypte ont participé à un atelier de formation sur l'Approche Écosystémique de la gestion des pêcheries et de l'aquaculture à Rome, au siège de la FAO. Au cours de l'atelier, les participants ont discuté de l'application effective des principes et concepts de l'ECAP pour le développement de plans de gestion des pêcheries pour deux études de cas réels, renforçant leurs connaissances et capacités concernant la véritable application de l'ECAP. Ils ont également étudié certains des aspects les plus prédominants de l'Approche Écosystémique à l'aquaculture, avec un accent particulier sur le besoin d'aménagement du territoire dans le processus de sélection de sites pour les exploitations aquacoles.

Quatrième réunion des correspondants nationaux du PAS-BIO et onzième réunion des points focaux pour les ASP

1 - 5 juillet - Le CAR/ASP a organisé la quatrième réunion des correspondants nationaux du PAS-BIO (1er juillet 2013) et la onzième réunion des points focaux pour les ASP (2-5 juillet 2013) à Rabat (Maroc). Les pays riverains de la Méditerranée et les organisations partenaires ont été informés des progrès réalisés à ce jour par le Projet MedMPAnet et ont fourni des recommandations afin de rentabiliser davantage la période restante du projet. De plus, les résultats obtenus à ce jour par le projet ont été grandement salués et encouragés par les Parties contractantes à la Convention de Barcelone.

Formation à la gestion des PCB, Istanbul, Turquie

15-19 juillet - Avec le soutien du ministère de l'Environnement et de l'Urbanisation de Turquie, le CAR/PP et le MEDPOL ont organisé un programme de formation en gestion des PCB (polychlorobiphényles) pour 60 participants. Le cours incluait une formation théorique sur trois jours sur la gestion des PCB et une formation pratique sur deux jours concernant l'utilisation d'un analyseur PCB mis en place dans la centrale électrique d'Ambarli, pour 28 participants. Parmi les participants figuraient du personnel du gouvernement, des employés et représentants de différents départements du ministère de l'Environnement et de l'Urbanisation, du ministère de l'Énergie, de la société de distribution d'électricité, de la société de production d'électricité, de laboratoires, de personnel de la centrale d'Ambarli et d'autres parties prenantes.

Caractérisation écologique de trois importants sites à déclarer comme aires marines protégées le long de la côte libanaise

26 août - 8 septembre - Le CAR/ASP, en étroite collaboration avec le ministère de l'Environnement du Liban, le Conseil national de la recherche scientifique et le bureau de l'UICN-Med au Liban ont réalisé des enquêtes de terrain dans trois nouveaux sites importants au Sud du Liban : Sidon, Tyre et Naqoura. Les enquêtes de terrain ont été réalisées par une équipe d'experts nationaux et internationaux dont les résultats ont été examinés et ont permis d'élaborer une caractérisation écologique des sites ainsi que des propositions succinctes de zonage et de gestion.

Composante GIZC pour le Plan de gestion intégrée de la région Buna/Bojana

Septembre - Sur la base d'une série de rapports sectoriels nationaux et de recherches additionnelles sur le développement spatial et socio-économique dans la région de Buna/Bojana, l'équipe nationale du CAR/PAP a rédigé une contribution initiale GIZC pour le Plan de gestion intégrée. Le travail d'harmonisation pour son intégration dans la composante GIRE suivra en 2014 afin de finaliser le Plan.

Évaluation écologique de terrain sur le site marin du Cap des Trois Fourches au Maroc

8 - 20 septembre - Sur la base des résultats de l'évaluation des aires marines le long de la côte méditerranéenne marocaine, le CAR/ASP a réalisé une évaluation de terrain complémentaire sur le site marin du Cap des Trois Fourches. Une équipe de dix experts nationaux et internationaux ont travaillé à la collecte de données biologiques, afin de les traiter et de les faire apparaître sur des cartes géo-référencées. Les résultats des enquêtes de terrain ont permis de finaliser une évaluation des habitats naturels du site ainsi que les propositions et détails provisoires de gestion.

Formation à la gestion des PCB, Mostar, Bosnie-Herzégovine

23-26 septembre - Le CAR/PP et le MEDPOL, avec le soutien du ministère du Commerce extérieur et des relations économiques de Bosnie-Herzégovine (MoFTER) ont organisé un programme de formation en à la gestion des PCB (polychlorobiphényles) pour 50 participants. L'objectif de l'atelier était d'introduire la gestion écologiquement rationnelle (GER) des PCB aux experts locaux et de les former sur l'échantillonnage et l'analyse des PCB en utilisant l'analyseur semi-mobile L2000DX. La formation incluait également une formation pratique qui s'est déroulée à l'usine hydroélectrique de Capljina, à proximité de Mostar. Les

participants ont été formés à la prise d'échantillons dans des barils d'huile au moyen de différents types d'outils et ont analysé des transformateurs graduellement supprimés pour la gestion des PCB.

Stage de formation méditerranéen sur la surveillance écologique dans les AMP

23 - 28 septembre - Le CAR/ASP a organisé un troisième stage régional de formation sur la surveillance écologique dans les aires marines protégées de Santa Pola (Espagne). Douze participants de neuf pays méditerranéens ont participé à ce stage qui s'est principalement concentré sur le travail de terrain.

Nouveau site de démonstration sur les îles Kerkennah pour le projet sur la variabilité et le changement climatiques.

8 octobre - Suite à une journée de consultations et de discussions avec le ministère de l'Environnement, l'Agence de Protection et d'Aménagement du Littoral (APAL), la société civile et d'autres institutions, les îles Kerkennah ont été retenues comme le site tunisien de démonstration du projet sur la variabilité climatique du PNUE/PAM FEM. Le projet de démonstration à mettre en œuvre se penchera sur l'évaluation approfondie des impacts de la variabilité climatique sur les écosystèmes marins et côtiers (y compris la modélisation des plages), avec la pleine participation des parties prenantes locales et régionales et avec le soutien du Plan Bleu et des experts du PNUE-Grid de Genève. Parallèlement, des évaluations écologiques et socio-économiques sur les pêcheries seront effectuées par le CAR/ASP pour la création d'une nouvelle aire marine protégée (AMP) dans la partie Nord des Kerkennah.

Protéger l'océan et ses ressources pour les futures générations

21-26 octobre - Plus de 1000 délégués du monde entier se sont rencontrés lors de la troisième édition du Congrès international sur les aires marines protégées (IMPAC3). Organisé pour la première fois en Méditerranée, l'évènement IMPAC3 a eu lieu à Marseille et s'est poursuivi par une réunion politique de haut niveau en Corse. Le WWF était un important acteur du Congrès et les résultats du projet MedPartnership ont été diffusés au cours de deux ateliers et pendant les sessions plénières. De nombreux défis auxquels est confrontée la région méditerranéenne constituent une priorité à l'ordre du jour, notamment l'extension des AMP au sud de la Méditerranée, pour inclure la Libye, l'Algérie, le Liban et la Tunisie. Pour en savoir plus: <http://bit.ly/16zVWYg>

Un système de surveillance des pêcheries au Maroc

31 octobre - Les pêcheurs d'un site de débarquement de Badès, dans le parc national Al-Hoceima au Maroc, viennent d'achever six mois de surveillance des activités de pêche artisanale dans la zone de Badès. Ce système, soutenu et encouragé par le Centre Nador de l'«Institut National de Recherche Halieutique» (INRH) du Maroc et par la FAO, dans le cadre du MedPartnership, a été mis en action en mai 2013. Il permet non seulement de rapporter les activités et les débarquements des flottes de pêche artisanale à Badès, mais permet également que les pêcheurs fassent état des activités de pêche illégale dans l'aire marine du Parc. Le système est géré par l'association des pêcheurs de Badès, qui a désigné certains de ses membres pour suivre une formation, et est soutenu techniquement et scientifiquement par l'INRH et la FAO pour assurer la qualité scientifique de la surveillance et l'analyse des données.

Le projet sur la variabilité et le changement climatiques a suscité un grand intérêt pour le plan de GIZC dans le comté de Šibenik-Knin

7-8 novembre - Dans le cadre du projet frère du MedPartnership, «intégration de la variabilité et du changement climatiques dans les stratégies nationales pour la mise en œuvre du Protocole GIZC », un atelier sur la gestion intégrée des zones côtières du comté de Šibenik-Knin a été organisé.

Des experts locaux et nationaux issus des autorités et institutions pertinentes et d'autres secteurs confrontés aux impacts du changement climatique ont participé à l'atelier. Ce dernier a reflété l'intérêt et la volonté des principales parties prenantes pour ce plan, assurant ainsi une participation structurée, un fondement solide de toute stratégie ou plan de GIZC.

Parallèlement, le deuxième atelier Climagine a été organisé à Šibenik, en Croatie, pour présenter aux parties prenantes locales le développement de la méthode « Climagine » et identifier les dimensions/indicateurs à prendre en considération à l'avenir. Certains indicateurs ont été proposés pour mesurer les impacts du changement climatique et de la durabilité de la zone du projet pour développer des scénarios prospectifs.

Présentation de MedPartnership à plus de 60 parlementaires, journalistes et ONG de plusieurs pays méditerranéens.

13-14 novembre - Le projet MedPartnership a été présenté à plus de 60 parlementaires, journalistes et ONG de plusieurs pays méditerranéens rassemblés à Athènes, dans le cadre d'un atelier sur la variabilité et le changement climatiques aux Membres de Parlements (MP). La 10e réunion du Cercle de parlementaires méditerranéens pour le développement durable

(COMPSUD) organisée par son secrétariat conjoint, le MIO-ECSDE et le GWP-Med s'est déroulée en parallèle avec l'Atelier des MP et la réunion du groupe de pilotage SWIM-SM.

Formations sur l'application SIG sur la biodiversité marine en Croatie

Septembre - novembre - Dans le cadre du programme de renforcement des capacités pour l'inventaire de la biodiversité marine en Croatie, trois formations sur l'application SIG concernant l'environnement marin ont été organisées respectivement à Rijeka (du 30 septembre au 4 octobre 2013), à Zagreb (du 4 au 8 novembre 2013) et à l'institution publique de Priroda, à Rijeka (les 14 et 15 novembre 2013) et ont bénéficié aux six participants croates.

Approbation des composantes sur la variabilité et le changement climatiques au cours de la 18e réunion des Parties contractantes à la Convention de Barcelone

3-6 décembre - Le projet MedPartnership a été présenté lors de la 18e réunion des Parties contractantes à la Convention de Barcelone (CoP18) organisée à Istanbul, en Turquie. Au cours de la réunion, parmi les décisions prises, le plan de travail 2014-2015 a été adopté ainsi que les activités de MedPartnership et de la variabilité climatique. Le travail pour la finalisation du cadre régional sur l'adaptation au changement climatique a également été approuvé. Il sera soumis pour adoption à la prochaine CoP en 2015.



COMPOSANTE 1

APPROCHES INTÉGRÉES POUR LA MISE EN ŒUVRE
DES PAS ET DES PAN : GIZC, GIRE ET GESTION DES
AQUIFERES COTIERS

Les activités mises en œuvre dans le cadre de cette composante visent à promouvoir des approches intégrées dans toute la Méditerranée afin de réduire la pollution et de protéger la biodiversité. Ces objectifs seront atteints grâce à une gestion appropriée des environnements marins et côtiers, et notamment des nappes aquifères. La Gestion Intégrée des Zones Côtières (GIZC) et la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) sont les cadres d'orientation générale primordiaux pour toutes les activités de cette composante. Celle-ci est centrée sur les réformes de politique générale, législatives et institutionnelles nationales et régionales, et prend pleinement en compte le Protocole GIZC, ratifié en mars 2011. En outre, onze projets pilotes sont actuellement mis en œuvre sur des sites sélectionnés, deux d'entre eux étant des démonstrations conjointes (encadrés 1 et 2).

Les résultats des trois sous-composantes suivantes seront présentés :

- Sous-composante 1.1 : Gestion des aquifères et des eaux souterraines du littoral - menée par le PHI-UNESCO
- Sous-composante 1.2 : Gestion intégrée des zones côtières (GIZC) – menée par le CAR/PAP
- Sous-composante 1.3 : Gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) – menée par le Partenariat mondial pour l'eau en Méditerranée (GWP-Med)

Sous-composante 1.1 Gestion des aquifères et des eaux souterraines du littoral

Exécutée par PHI-UNESCO

Les aquifères côtiers méditerranéens représentent généralement des sources disponibles et sûres d'approvisionnement en eau, mais qui sont de plus en plus menacées par l'épuisement dû à la surexploitation et par la dégradation qualitative qu'entraîne la pollution. Cette sous-composante vise à enrayer la tendance à la surexploitation et à la dégradation de la qualité des nappes aquifères du littoral, et se fonde sur les interactions politiques pour apporter la capacité et la technologie adéquates de gestion des eaux souterraines. Dans cette sous-composante, les activités sont concentrées sur l'évaluation des risques pour les aquifères côtiers et les incertitudes qui y sont attachées, la préparation d'un plan d'action régional, des démonstrations en collaboration avec le GIZC, le GIRE et les aires marines protégées (AMP), l'élaboration de réformes législatives, d'orientations générales et institutionnelles et la préparation d'un complément dans le domaine des aquifères côtiers pour l'Analyse Diagnostique Transfrontalière pour la mer Méditerranée (ADT-Med). Les activités

s'articulent autour de trois axes : i) évaluations des risques et incertitudes des aquifères côtiers, ii) actions régionales pour la gestion des aquifères côtiers et iii) recommandations de réformes législatives, d'orientations générales et institutionnelles.

En ce qui concerne les évaluations et les données, le rapport régional sur les risques et incertitudes des aquifères côtiers est bien avancé et fournira une synthèse des 12 rapports nationaux complétés en 2012. Il présentera également un aperçu des moteurs et recommandations liés aux pressions régionales pour le renversement des tendances négatives affectant les aquifères côtiers. Ce rapport régional, ainsi que toutes les données du projet liées aux aquifères côtiers seront mis à disposition en ligne au moyen du système d'informations géo-référencé récemment mis en place en 2012 pour les collaborateurs du projet. Ce système sera mis à la disposition du public dès l'approbation des documents inclus par le Comité de pilotage en 2014. En 2013, de bons progrès ont été réalisés sur le terrain en Croatie et en Tunisie, où les partenaires de l'UNESCO cartographient la vulnérabilité naturelle des aquifères côtiers, à la suite des évaluations des emplacements et de la gravité des risques potentiels auxquels ces ressources en eaux souterraines font face. En Croatie, l'Université de Zagreb a réussi à tester 4 méthodologies différentes et a complété l'élaboration de 4 cartes de vulnérabilité de la zone d'infiltration de la source karstique de Novljanska Žrnovnica. Sur la base de ces résultats, l'Université développera une nouvelle méthodologie pour les terrains karstiques qui seront testés sur la zone d'infiltration, permettant de conclure l'activité, d'ici février 2014. Entre temps, le levé géologique croate a presque achevé la caractérisation de l'aquifère côtier de Pula. Un projet de carte de vulnérabilité a été préparé et la carte définitive sera disponible au cours du premier trimestre de 2014.

En Tunisie, la carte de vulnérabilité de l'aquifère côtier de Gar El Melah sera achevée d'ici la fin 2013. Le groupe de travail qui entreprendra la préparation d'un supplément de l'Analyse diagnostique transfrontière (ADT-Med) focalisé sur les aquifères côtiers a poursuivi en 2013 la compilation des résultats des projets qui alimenteront son analyse et entamera ses activités en 2014.

Les activités régionales de l'UNESCO pour la gestion des aquifères côtiers se sont focalisées sur les études de cas en Albanie, au Monténégro et en Algérie. Pour l'étude de cas sur le Plan de gestion intégrée transfrontière du Buna/Bojana en Albanie et au Monténégro, l'UNESCO a fourni des contributions hydrogéologiques en 2013 pour le développement du plan de gestion, y compris une carte SIG sur les caractéristiques hydrogéologiques

en 2013 pour le développement du plan de gestion, y compris une carte SIG sur les caractéristiques hydro-géologiques et les réseaux de surveillance des eaux souterraines dans la zone d'étude.

En Algérie, l'UNESCO a fourni des rapports d'experts Algériens sur la gestion des ressources en eau, l'hydrogéologie et les aspects juridiques et politiques de la gestion des zones côtières, y compris la gestion des aquifères côtiers. Des contributions supplémentaires de la part de ces experts en 2013 seront intégrées au développement en cours des études de cas pour le plan côtier de Reghaïa et la stratégie nationale de GIZC de l'Algérie.

En termes d'activités nourrissant les recommandations juridiques, institutionnelles et politiques en matière de réformes, un rapport régional est en cours de préparation basé sur les onze rapports nationaux préparés en 2012, décrivant le cadre juridique et institutionnel relatif à l'eau, aux eaux souterraines et, le cas échéant, à la gestion des aquifères côtiers dans les pays participants. Le rapport régional donnera un aperçu du cadre juridique relatif aux aquifères côtiers dans les pays méditerranéens et de la situation actuelle dans les pays participants. De plus, il mettra en évidence les lacunes des cadres juridiques nationaux par rapport à la Convention de Barcelone et ses protocoles ainsi que les conditions d'une gestion durable des aquifères côtiers. Ce rapport sera également très utile à la préparation du complément du ADT-Med relatif aux aquifères côtiers.

Un groupe d'experts sur les zones humides du littoral est actuellement opérationnel et entreprend une pré-évaluation hydrogéologique de la dépendance des zones humides côtières méditerranéennes sélectionnées des eaux souterraines. Cette activité a pour but d'identifier les menaces actuelles et potentielles ainsi que la portée de l'intervention de gestion hydrologique et également d'établir une méthodologie et des lignes directrices pour la gestion hydrogéologique des zones humides côtières. Un rapport régional comprenant une synthèse de l'état des zones humides côtières de la Méditerranée et de leur utilité sera rédigé et disponible d'ici juin 2014. Ce rapport présentera la méthodologie et les lignes directrices pour la gestion hydrogéologique, la caractérisation et la cartographie des zones humides côtières, et une carte de certaines zones humides côtières accompagnées de leur caractérisation sera préparée. En 2013, UNESCO a préparé le terrain pour l'établissement d'une collaboration formelle avec la Convention Ramsar à ce sujet, ce qui accroîtra la visibilité et l'information sur le travail entrepris. Les résultats de cette activité représenteront une contribution importante pour la partie sur les « aquifères côtiers » du ADT-Med, en identifiant les principaux risques et menaces qui pèsent sur les zones humides côtières dépendant des aquifères côtiers.

Encadré 1. Plan conjoint de gestion du littoral, de l'eau et des aquifères dans la zone Buna/Bojana (Albanie et Monténégro)

Le CAR/PAP, l'UNESCO/PHI et le GWP-Med travaillent ensemble à amalgamer la gestion des ressources en eau, des zones côtières et des aquifères à travers la mise au point d'une méthodologie innovante pour la mise en œuvre de plans de gestion intégrée. Ce processus est en phase de test et de validation dans la zone côtière de Buna/Bojana.

L'élaboration du plan intégré de gestion du littoral est avancée, avec le projet de plan anticipé d'ici juin 2014. Les efforts consentis au cours de 2013 visaient à assurer une référence solide de données et informations économiques collectées au cours des années **précédentes**, ainsi que sur les consultations d'experts au cours du processus. Les résultats clés incluent les composantes diagnostiques intégrées de GIZC et GIRE (y compris des rapports hydrogéologiques à jour pour l'Albanie et le Monténégro et une carte hydrogéologique intégrée de la zone du projet) en tant que pierre angulaire de la production du Plan de gestion intégrée.

Encadré 2. Plan côtier et aquifère à Reghaïa (Algérie)

(CAR/PAP et UNESCO/PHI)

L'année 2013 était également une « année participative » pour le Plan côtier de Reghaïa. Trois ateliers participatifs ont été organisés à Reghaïa, dans le Centre Cynégétique. Parmi les participants à ces réunions se trouvaient des représentants d'institutions et d'organisations nationales, régionales et locales ainsi que des étudiants de l'École nationale supérieure des sciences de la mer et de l'aménagement du littoral (ENSSMAL). Au cours de la réunion, les priorités concernant la région ont été définies, ainsi qu'une série d'activités. Outre l'incorporation de la connaissance locale, la contribution à l'appropriation pour le plan et la sensibilisation concernant les questions côtières, la réunion a également permis de renforcer les capacités concernant la GIZC. L'UNESCO-PHI a fourni des conseils d'experts supplémentaires au sujet des ressources en eau, de la pollution et du cadre juridique et institutionnel de l'Algérie en soutien à la stratégie nationale de GIZC, qui alimente et s'appuie sur l'étude de cas à Reghaïa. Toutes les contributions mentionnées seront désormais intégrées dans le Plan côtier de Reghaïa.

Récapitulatif des réalisations à ce jour

Depuis 2010, 33 réunions, ateliers et séminaires ont traité de la question de la gestion des aquifères côtiers et des eaux souterraines. Environ 291 experts et décideurs venus des pays de la Méditerranée ont participé à ces réunions et manifestations.

Les rapports et documents scientifiques et techniques suivants ont été réalisés :

- Rapport sur les recommandations pour la gestion et la protection des écosystèmes dépendant des eaux souterraines dans la région méditerranéenne, 6 juillet 2011
- Rapport sur les recommandations pour la gestion des aquifères côtiers dans la région méditerranéenne, 29 novembre 2011
- Rapport sur l'étude de cas relative à l'aquifère de Bou Areg et la lagune de Nador au Maroc, 28 août 2011
- Vulnérabilité des aquifères et qualité des eaux souterraines du littoral dans la région méditerranéenne (S. Carrubba, J.L. Martin-Bordes, V. Re), *Réflexions sur les Actes de la dixième conférence internationale sur l'environnement côtier méditerranéen (MEDCOAST 2011)*, Rhodes, Vol. octobre 2011, Vol 1. p. 369-379
- Traceurs naturels et techniques isotopiques visant à définir la recharge et la salinisation des eaux souterraines dans l'aquifère côtier de Bou Areg (nord du Maroc) (V. Re, E. Allais, N. El Hamouti, Bouchnan R., Sacchi E., Rizzo F., Zuppi G.M), *Colloque international sur Les Isotopes en hydrologie, les écosystèmes marins et l'étude des changements climatiques*, Monaco, mars-avril 2011
- Douze rapports hydrogéologiques nationaux sur l'évaluation des risques et des incertitudes liés aux aquifères côtiers.
- Onze rapports nationaux sur les aspects politiques, juridiques et institutionnels de la gestion des aquifères côtiers.
- Feuille de route pour la préparation du complément « aquifères côtiers » du ADT-Med.
- Un rapport de progrès à mi-parcours sur les activités de cartographie des vulnérabilités réalisées par l'Université de Zagreb dans la zone d'étude du captage de la source karstique Novljanska Zrnovnica (juillet 2013).
- Un Rapport de progrès à mi-parcours sur les activités de cartographie des vulnérabilités réalisées par l'enquête géologique croate pour l'aquifère côtier de Pula (juillet 2013).

- Un rapport final sur les activités de cartographie des vulnérabilités réalisées pour l'aquifère côtier Gar El Melah (décembre 2013).

Pour plus d'informations veuillez contacter

Mme. Alice Aureli:

a.aureli@unesco.org

Mme Raya Stephan

r.stephan@unesco.org

Mr. Mathew Lagod

m.lagod@unesco.org

Sous-composante 1.2 Gestion Intégrée des Zones Côtières (GIZC)

Exécutée par le PNUE/PAM – Centre d'activités régionales/Programme d'Actions Prioritaires (CAR/PAP)

À travers la mise en œuvre des activités de la sous-composante relative à la GIZC, le CAR/PAP accumule progressivement des produits, expériences et capacités pour la mise en œuvre du Protocole GIZC en Méditerranée. Ces activités sont axées sur le soutien à la préparation des stratégies nationales de GIZC et aux plans de gestion des littoraux ; sur l'aide à l'harmonisation du cadre institutionnel et législatif national avec le Protocole GIZC, et sur la présentation de l'approche, des outils et des techniques de GIZC dans les lieux de démonstration. Le Protocole GIZC est entré en vigueur en mars 2011, et a été ratifié à ce jour par huit pays ainsi que par l'Union Européenne. Parmi les pays participant au MedPartnership, l'Albanie, le Monténégro, la Syrie et en 2012, la Croatie et le Maroc, ont ratifié le Protocole.

La préparation de la Stratégie nationale de GIZC en Algérie était caractérisée par une importante participation des parties prenantes en 2013. Une version récapitulative de l'analyse diagnostique a été préparée afin d'obtenir des contributions plus conviviales en vue d'une diffusion plus vaste. Suite à sa finalisation, trois ateliers participatifs ont été organisés par le ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, avec le soutien du CAR/PAP dans trois Wilayas côtières, à savoir Annaba à l'Est, Oran à l'Ouest et Tipasa au centre. Chaque atelier a réuni jusqu'à 70 participants incluant des représentants de chaque secteur invité, ainsi qu'un certain nombre de représentants des autorités, des communautés locales, des ONG et des médias. Les participants ont été divisés en sessions de travail et ont partagé leurs points de vue et expertise sur le fonctionnement institutionnel, la participation et la relation entre les connaissances scientifiques et la GIZC, contribuant à la bonne gouvernance dans la GIZC, comme requis par le Protocole GIZC. A la suite du troisième atelier, un questionnaire a été préparé afin d'être largement diffusé aux parties prenantes, permettant, notamment aux parties prenantes venant des Wilayas éloignées qui étaient moins représentées, de pouvoir exprimer leurs points de vue et leurs suggestions. Sur la base de ces contributions participatives, le projet de Stratégie Nationale de GIZC sera soumis à l'adoption par les parties prenantes.

La **Stratégie nationale de GIZC du Monténégro**, conjointement avec le projet de gestion de la zone côtière (CAMP) a culminé en 2013. Une conférence annuelle a été organisée avec la participation d'importantes institutions nationales, gouvernements locaux, ONG et organisations internationales. En outre, plusieurs réunions d'experts et d'équipe ont été organisées. Au cours de 2013, un certain nombre d'importantes évaluations ont été réalisées (évaluation de la vulnérabilité/de l'attractivité/de la pertinence; réalisation d'évaluation de la capacité ; l'évaluation de la zone de recul etc.), fournissant des instruments pratiques pour l'intégration des principes de GIZC dans le plan spatial de la zone côtière. L'approche a obtenu un appui important de la part du ministère de l'Aménagement du Territoire et du Tourisme. En décembre 2013, cette approche a été présentée au Gouvernement monténégrin pour l'adoption des principales conclusions, ainsi que pour le soutien officiel concernant l'utilisation d'une telle approche au cours des futurs processus de préparation des plans d'aménagement.



*Promajna Vinog-Brela, Croatie
(Crédit photo: Marko Prem, CAR/PAP)*

Le Comité de pilotage de la Stratégie nationale de GIZC pour le Monténégro a tenu sa deuxième réunion en 2013 ; le Comité est considéré comme organe pilote pour le Prochain Comité interministériel (CIM).

Les activités du CAR/PAP en Croatie dans le cadre de l'activité du MedPartnership intitulée "l'harmonisation du cadre institutionnel et législatif national avec le Protocole GIZC" a généré la demande d'assistance de la part du Gouvernement croate pour la préparation d'une stratégie nationale GIZC en parallèle avec la Stratégie marine. La stratégie marine, demandée par la DCSMM

UE, est actuellement en cours de développement en Croatie et le Gouvernement a exprimé son intention d'intégrer la Stratégie marine et côtière dans une seule et même stratégie, déjà prévue par la loi croate. Au sein du projet MedPartnership, une évaluation économique et sociale pour la nouvelle stratégie intégrée a été lancée. L'approche proposée par la DCSMM a été élargie afin d'englober pleinement la partie terrestre de la zone côtière. En Croatie, cela a été défini par la loi sur la ratification du Protocole GIZC, en tant que municipalités côtières. Afin d'assurer le soutien institutionnel pour le développement de la nouvelle stratégie, le ministère croate de l'Environnement a proposé d'élargir le comité interministériel pour le développement et la mise en œuvre de la stratégie marine afin d'inclure les institutions côtières principales. Deux réunions du nouveau comité pour la stratégie marine et côtière se sont déroulées en avril et en novembre. Ce CIM sera informé et invité à soutenir la mise en œuvre de tous les résultats du MedPartnership en Croatie.

Les résultats préliminaires de l'évaluation des coûts potentiels de la variabilité et du changement climatiques, obtenus au sein du projet ClimVar en Croatie, ont été présentés lors de la réunion des experts qui s'est déroulée en novembre au CAR/PAP. La première adaptation du modèle DIVA au niveau national a montré que certains ajustements importants sont nécessaires pour les pays méditerranéens touristiques. La méthodologie pour les ajustements a été définie. Les données nécessaires ont été identifiées et les étapes à suivre convenues. Les résultats préliminaires pour la réduction de l'évaluation au niveau du Comté Šibenik-Knin ont également été présentés et discutés et l'harmonisation de toutes les parties impliquées a été appliquée au cours de la réunion de cinq jours en novembre, dans les locaux du CAR/PAP. D'importantes données ont été collectées au moyen du processus de collecte de données en Croatie tout au long de 2013. En Tunisie, la collecte de données est encore en cours. L'activité a été présentée lors de la réunion du MedPartnership en octobre.

Le Plan GISC pour le Comté Šibenik-Knin avec un accent particulier placé sur la variabilité et le changement climatiques a été lancé en janvier 2013. En collaboration avec Plan Bleu, deux ateliers Climagine ont été organisés afin de consigner les connaissances pour la durabilité de la zone et renforcer l'appropriation pour le plan. En septembre, les autorités régionales du Comté Šibenik-Knin ont organisé un tour en bateau pour les experts du CAR/PAP afin qu'ils visitent la zone du projet. Le comité de pilotage pour le projet a été mis en place. Les rapports initiaux et de portée ont été achevés, présentés à l'atelier de lancement et adoptés par la

réunion du Comité de pilotage à Šibenik, en novembre. Une analyse des parties prenantes est en cours de préparation, afin de mettre en place la plateforme de la mise en œuvre du plan. Dans le cadre de cette activité, une série de 20 entretiens a été réalisée avec les acteurs principaux dans la zone.

Récapitulatif des réalisations à ce jour

Depuis 2010, un total de 69 réunions, 25 ateliers et deux voyages sur terrain sur la Gestion intégrée des zones côtières ont été réalisés avec 1480 participants au total; des questionnaires ont été distribués à 600 personnes et des entretiens avec plus de 40 personnes ont été réalisés. Le MedPartnership et ClimVar ont été présentés lors des conférences des projets MAREMED et COASTGAP à Gaeta et Ferrara, en Italie.

Les documents de politique ou les plans suivants ont été préparés :

- Lignes directrices pour la préparation des stratégies nationales de GIZC
- Cadre méthodologique intégratif pour la gestion du littoral, des bassins fluviaux et des nappes aquifères
- Analyse des aspects techniques et juridiques du Protocole GIZC (amélioration du projet ProtoGIZC avec le concours du MedPartnership)



*Quelques unes des 280 îles de Šibenik Knin en Croatie
(Crédit photo: Daria Povh, CAR/PAP)*

- Étude de cas relative à l'impact du Protocole GIZC sur le cadre institutionnel et législatif national en Croatie (projet ProtoGIZC amélioré avec le concours du MedPartnership)
- Évaluation des incidences de la ratification du Protocole méditerranéen relatif à la GIZC, et tout particulièrement de l'article 8, sur la législation croate
- Bilan et analyse critique de la stratégie algérienne de GIZC
- Rapport d'orientation pour le Plan côtier de Réghaïa
- Rapport d'analyse pour le Plan côtier de Réghaïa

- Document de position pour la Stratégie GIZC pour le Monténégro
- Recommandations pour le recul côtier au Monténégro (en monténégrin – sommaire en anglais prochainement)
- Information au Gouvernement du Monténégro : réalisations principales dans le cadre de la mise en œuvre du projet CAMP au Monténégro et préparation de la Stratégie GIZC (en monténégrin)

D'autre part, les documents suivants ont été rédigés :

- Version de synthèse de l'analyse diagnostique pour la côte algérienne
- Synthèse des ateliers régionaux pour la stratégie
- Rapport final sur la durabilité dans le cadre du plan côtier de Réghaïa
- Composante GIZC pour le plan de gestion intégrée du Buna/Bojana : description et analyse des problèmes

Les évaluations scientifiques, environnementales et/ou économiques suivantes ont été entreprises et publiées :

- Henocques, Y. 2011, Analyse des stratégies nationales de gestion côtière dans le monde dans la perspective des stratégies nationales de GIZC en Méditerranée (Analysis of National Coastal Management Strategies around the World to the benefit of National ICZM Strategies in the Mediterranean), CAR/PAP, Split, Croatie
- Povh Škugor, D., Shipman, B., Prem, M. et Marković M., « CAR/PAP et MedPartnership – ensemble pour l'application du Protocole GIZC » (PAP/RAC and MedPartnership – together for the implementation of the ICZM Protocol), document présenté à la 10ème conférence scientifique MedCoast, chez Ozhan, E. (éditeur), 2011 ; Actes de la dixième conférence internationale sur l'environnement côtier méditerranéen (Proceedings of the Tenth International Conference on the Mediterranean Coastal Environment), MEDCOAST 11, 25-29 octobre, 2011, Rhodes, Grèce, MEDCOAST, Mediterranean Coastal Foundation, Dalyan, Mugla, Turquie, vol 1-2, 93-105

- Rapport général sur l'évaluation de la vulnérabilité pour la stratégie de GIZC du Monténégro (en monténégrin)
- Évaluation détaillée de la vulnérabilité dans les bandes côtières étroites (en monténégrin, sommaire prochainement en anglais)
- Evaluation de l'attractivité et de la pertinence pour l'agriculture (en monténégrin, sommaire prochainement en anglais)
- Evaluation de la capacité d'accueil touristique (en monténégrin avec un résumé analytique en anglais)
- Rapport initial pour le Plan GIZC du comté de Šibenik-Knin
- Rapport d'orientation pour le Plan GIZC du comté de Šibenik-Knin (en croate)

Des informations complémentaires sont disponibles sur le site Internet du CAR/PAP

www.pap-thecoastcentre.org/MedPartnership



Filets de pêche au Monténégro

(Crédit photo: Thomais Vlachogianni, MIO-ECSDE)

Sous-composante 1.3 Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE)

Exécutée par le Partenariat mondial pour l'eau en Méditerranée (GWP-Med)

En 2013, les activités envisagées dans le cadre de la sous-composante 1.3 ont avancé en dépit des troubles socio-politiques affectant la majorité des pays

méditerranéens du Sud à la fois au niveau national et transfrontière. Les synergies opérationnelles pour les activités nationales et régionales incluaient le MED EUWI, SWIM-SM et le programme régional GWP-Med/OCDE/UpM « gouvernance et financement du secteur de l'eau en Méditerranée ».

Au niveau national, avec le travail de planification GIRE en Egypte et au Liban achevé en 2012, l'accent a été placé en 2013 sur la Tunisie et la Palestine. En Tunisie, le dialogue politique national sur les questions de GIRE a été relancé avec un accent sur le lien entre la gouvernance et le financement de l'eau. Des réunions à multiples parties prenantes se sont tenues à Tunis, rassemblant les autorités gouvernementales, les services publics, la communauté de donateurs, la société civile, les universitaires et le secteur privé afin de débattre la question concernant la participation du secteur privé dans la fourniture de services d'eau, y compris pour les objectifs de protection de l'environnement. Un travail technique important, basé sur la méthodologie testée de l'OCDE, a soutenu le dialogue structuré et fourni les éléments du dialogue. Les conclusions étape par étape sont introduites dans le processus préparatoire de la Stratégie nationale tunisienne de l'eau 2050. Les activités seront achevées en 2014. En Palestine, le travail a avancé plus lentement, concrétisant les activités à venir sur le lien entre la gouvernance et le financement de l'eau. Cette méthode de travail est considérée comme cruciale pour la mise en œuvre du Programme de gouvernance de l'eau du Gouvernement et s'aligne étroitement avec les développements de planification de GIRE récents en Palestine comme l'approbation de la nouvelle loi sur l'eau, la Stratégie nationale du secteur de l'eau sur trois ans et à long terme, etc. Les activités seront terminées en 2015.

Le cadre méthodologique intégré GIZC/GIRE a avancé et sera achevé en 2014. La préparation du plan de gestion transfrontière Buna Bojana a été plus exigeante que prévu et a nécessité de renforcer davantage la base de données qui constitue la base du plan. Le travail sur le terrain pour l'acquisition de données a été effectué à cet égard avec des actions entreprises directement par le GWP-Med et le CAR/PAP – à la place des coordonnateurs nationaux et experts comme prévu au départ- afin d'obtenir les données hydrogéologiques et météorologiques disponibles auprès des institutions nationales. Les consultations locales ont fait en sorte que les opinions des parties prenantes concernant les questions liées à la gestion des bassins guident la préparation du plan. Le plan sera achevé d'ici la mi-2014. En outre, le dossier pour la réplique de la méthodologie du cadre méthodologique intégré de GIZC/GIRE s'est poursuivi et le fleuve du Damur au Liban a été identifié comme deuxième cas pilote éventuel. Si

elles sont approuvées en tant qu'activité de réplique par le Comité de pilotage du MedPartnership, les activités dans le bassin du Damur se dérouleront en 2014-2015. De plus, les activités d'exploration pour promouvoir la collaboration concernant le bassin hydrographique Medjerda partagé par l'Algérie et la Tunisie, se sont poursuivies dans le cadre politique du conseil ministériel africain sur l'eau, mais sans suivi tangible jusqu'à la fin 2013.

En 2013, la durabilité des contributions et des résultats du MedPartnership est devenue évidente par le biais (a) du lancement (mai 2013, à Barcelone) du programme régional GWP-Med/OCDE « gouvernance et financement du secteur de l'eau en Méditerranée » (2013-2015, 2,5 million d'euros), défini par l'Union pour la Méditerranée et (b) de la continuation dynamique des activités collaboratives dans le bassin transfrontière hydrographique Drin, y compris par le lancement (en mai 2013 à Tirana) d'un projet Drin FEM (2013-2018, plusieurs millions). Le MedPartnership a été un contributeur clé pour les deux processus depuis 2009.

Récapitulatif des réalisations à ce jour

Depuis le début du projet, plus de 100 réunions, ateliers et conférences pour la gestion intégrée des ressources en eau ont été organisés avec l'implication active d'un large éventail de parties prenantes, y compris des activités de formation et de renforcement des capacités pour plus de 500 participants en Méditerranée.

Les principaux documents ou plans de politique générale ou techniques suivants ont été préparés :

- Évaluation des capacités financières des ménages eu égard au prix de l'eau en Égypte (2009) (Household
- Stratégie de financement de l'approvisionnement en eau et du secteur de l'assainissement dans le Grand Caire (2009) (Financing Strategy for the Water Supply and Sanitation Sector in the Greater Cairo area)
- Document d'orientation sur le financement de l'approvisionnement en eau et du secteur de l'assainissement en Égypte (2009) (Policy Brief on Financing Water Supply and Sanitation Sector in Egypt)
- Examen du Plan stratégique national décennal pour l'eau au Liban (2009) (Review of the 10-year National Strategy Plan for Water in Lebanon)
- Projet de Stratégie pour l'eau en Méditerranée dans le cadre de l'UpM (2010) (Draft Strategy for Water in the Mediterranean in the UpM framework)
- Évaluation nationale de la participation du secteur privé aux infrastructures de l'eau en Égypte (2010) (National Assessment on Private Sector Participation in Water Infrastructure in Egypt)

- Évaluation nationale de la participation du secteur privé aux infrastructures de l'eau au Liban (2011) (National Assessment on Private Sector Participation in Water Infrastructure in Lebanon)
- Vision stratégique commune pour la gestion du bassin du Drin (2011) (Shared Strategic Vision for the Management of the Drin Basin)
- Analyse des parties prenantes pour le bassin de la Sava (2011) (Stakeholder Analysis for the Sava River Basin)
- Plan de participation du public pour le bassin de la Sava (2011) (Public Participation Plan for the Sava River Basin)
- Proposition de contribution au rapport pour la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (UNCSD) 2012 (Rio 2012) portant sur l'application des approches intégrées au développement, à la gestion et à l'utilisation des ressources en eau : Albanie, Jordanie et Tunisie (2011) (Input to the Report to the UNCSD 2012 (Rio 2012) conference on the application of integrated approaches to the development, management and use of water resources: Albania, Jordan and Tunisia)
- Résumé du Rapport relatif aux objectifs-cibles sur la gouvernance de l'eau et les plans GIRE pour la Méditerranée dans la perspective du sixième Forum mondial de l'eau (2011) (Summary of the Target Report on Water Governance / IWRM Plans in the Mediterranean in view of the Sixth World Water Forum)
- Rapport relatif aux objectifs-cibles sur la gouvernance de l'eau et les plans GIRE pour la Méditerranée préparé pour le sixième Forum mondial de l'eau (2012) (Target Report on Water Governance / IWRM Plans in the Mediterranean prepared for the Sixth World Water Forum)
- Plan d'action pour la mise en œuvre de la vision stratégique commune pour la gestion du bassin du Drin (2012) (Action Plan for the Implementation of the Shared Strategic Vision for the Management of the Drin Basin)
- Documents du projet « Gouvernance et financement du secteur de l'eau en Méditerranée » (2012)
- Analyse des parties prenantes pour le bassin hydrographique de Buna/Bojana (2013)

De plus amples informations sont disponibles sur le site : www.gwpmmed.org



COMPOSANTE 2

POLLUTION DUE À DES ACTIVITÉS SITUÉES À
TERRE, Y COMPRIS LES POLLUANTS ORGANIQUES
PERSISTANTS : MISE EN ŒUVRE DU PAS-MED ET
DES PAN CORRESPONDANTS

Cette composante aborde quelques-unes des priorités identifiées dans le Programme d'Actions Stratégiques (PAS-MED) et ses Plans d'action nationaux (PAN) pour réduire la pollution due aux sources terrestres.

Les résultats des trois sous-composantes suivantes seront présentés :

- Sous-composante 2.1 Facilitation de réformes politiques et législatives concernant la lutte contre la pollution – menée par le MED POL (PNUE/PAM)
- Sous-composante 2.2 Transfert de Technologies Écologiquement Rationnelles (TTER) – menée par l'ONU
- Sous-composante 2.3 Gestion écologiquement rationnelle du matériel, des stocks et des déchets contenant des PCB ou contaminés par ces derniers dans les compagnies nationales d'électricité – menée par le MED POL (PNUE/PAM) et le CAR/PP

Sous-composante 2.1 Facilitation de réformes politiques et législatives concernant la lutte contre la pollution

Exécutée par le PNUE/PAM - MED POL

Le MED POL mène à bien plusieurs activités visant à appuyer la mise en œuvre des PAN, qui ont été approuvés entre 2003 et 2005 par les Parties contractantes à la Convention de Barcelone. Dix années s'étant déjà écoulées depuis l'adoption du PAS, le MED POL entame une évaluation approfondie de la mise en œuvre du PAS/PAN et des réalisations de leurs objectifs. Ce processus fournira des informations de référence pour la préparation d'une stratégie de financement durable en vue de la mise en œuvre du PAS et facilitera la mise à jour des PAN par tous les pays à l'avenir. Les quatre projets de démonstration en cours sur les priorités des PAN se déroulent en Turquie, en Tunisie, en Algérie et en Syrie.

L'objectif principal de l'évaluation consiste à renforcer la durabilité de la mise en œuvre des PAN/PAS MED. Il comporte deux composantes majeures : a) le cadre politique/technique et b) le portefeuille d'investissements PAN.

Les principaux éléments livrables de la composante de mise en œuvre PAN politique/juridique/ technique est un rapport sur l'état régional concernant le niveau de mise en œuvre des activités régionales PAS-MED/PAN et des réalisations des cibles PAS MED, ainsi qu'une série de recommandations politiques sur les manières et moyens d'intégrer les éléments suivants dans le processus de mise à jour PAN/PAS—MED :

- La mise en œuvre de l'approche écosystémique (objectif, vision, objectifs écologiques, BEE et cibles, surveillance et programme de mesures) Les mesures juridiquement contraignantes adoptées par les Parties contractantes dans le cadre de l'Article 15 du Protocole « tellurique »
- Le cas échéant, l'utilisation d'instruments axés sur le marché et économiques afin de contrôler la pollution
- Les questions émergentes et les agendas mondiaux/régionaux d'importance méditerranéenne

L'analyse a couvert l'ensemble des 33 cibles des PAS MED afin de démontrer les progrès réalisés ainsi que les défis et enjeux pour la région et les pays en ce qui concerne la pollution due aux sources terrestres.

Le rapport aborde également les outils existants mis en place au sein et en dehors du système du PAM pour suivre les progrès liés à la réduction de la pollution et/ou la mise en œuvre des PAS/PAN dans la région méditerranéenne aux niveaux régionaux et nationaux. Il proposera une série de lignes directrices de mise à jour des PAN convenues en 2013 par les Parties contractantes, à utiliser par les pays afin de mettre à jour leurs PAN dans le futur.

Les premiers projets de l'évaluation de la mise en œuvre des PAS et PAN ont été examinés par les points focaux de MEDPOL en juin 2013 avec les sommaires des profils de pays et les fiches d'informations définissant les tendances des charges de pollution des catégories de substance des PAS/PAN.

Le PNUE/PAM a contribué et fourni des orientations à l'équipe de l'UpM dans son évaluation du statut de mise en œuvre de la composante investissement des PAN. Un flux continu d'information sur les données disponibles a été échangé tout au long de la mise en œuvre du projet. Une excellente collaboration entre les points focaux du PNUE/PAM/MEDPOL et l'équipe UpM de LDK-IME a été instaurée tout au long du projet. Les points focaux ont fourni des orientations, des informations et des mises à jour sur les projets de dépollution et les charges de pollution par pays et ont soutenu la coordination du travail de l'équipe de l'UpM au niveau national avec toutes les parties prenantes.

Les résultats des deux composantes de l'évaluation des PAN/PAS (politique/technique et portefeuille d'investissements) seront mis à la disposition des parties contractantes en 2014 afin de leur fournir une base solide pour la mise à jour des PAN actuels afin de mieux gérer les pressions et moteurs croissants de la pollution liée au développement et obtenir un bon état environnemental en Méditerranée, se conformant ainsi

à leurs obligations juridiquement contraignantes conformément à la Convention de Barcelone, du Protocole « tellurique » et des cibles et engagements PAS MED 2025 dans le cadre de l'Initiative H2020.

2.1.1 Gestion des boues de phosphogypse en Tunisie

Le rapport d'analyse a été présenté en 2012 lors d'une réunion des parties prenantes, et les actions à envisager ont été examinées et approuvées. Elles comprennent l'élaboration de meilleures pratiques en matière d'élimination des boues de phosphogypse, la sensibilisation à travers la tenue d'ateliers et de nouvelles études visant à évaluer le coût de la dégradation de l'environnement, dans les domaines de la biodiversité et de la pêche, à finaliser en 2014, dans l'attente de la signature de l'accord avec le Gouvernement de Tunisie.

2.1.2 Le contrôle du chrome et de la DBO des effluents des tanneries en Turquie

Le projet de démonstration sur le contrôle du chrome (Cr) et de la demande biochimique en oxygène (DBO) dans les tanneries est mis en œuvre en Turquie. Les objectifs spécifiques de ce projet pilote sont d'améliorer le cadre législatif et institutionnel pour le contrôle des rejets de Cr et de DBO par les tanneries en Turquie, et de préparer et de mettre en œuvre un projet pilote sur ce contrôle dans un groupe de tanneries de taille moyenne d'une part, et des lignes directrices sur le contrôle du Cr et de la DBO dans les effluents des tanneries d'autre part.

Le rapport a été discuté au cours d'un atelier national organisé en 2012 par le ministère turc de l'Environnement avec tous les représentants du secteur des tanneries qui a abouti à la préparation d'un acte réglementaire pour promouvoir la réduction de la pollution par le recyclage. Un plan de mise en œuvre est en cours de finalisation. La Turquie a confirmé qu'elle le mettra en œuvre en dehors du champ d'application du projet MedPartnership. Le travail est en cours afin de finaliser les lignes directrices de contrôle de la DBO.

2.1.3 Recyclage des huiles lubrifiantes usagées en Algérie

Le projet de démonstration relatif à la gestion du recyclage et de la régénération des huiles lubrifiantes usagées est en cours de réalisation en Algérie. Les trois rapports correspondant aux phases I, II et III ont été achevés. En vertu du deuxième accord entre le PNUE/PAM et les autorités algériennes, il est prévu de mettre en place et tester un système dans une petite zone d'une ville pour la future collecte et le transport d'huiles lubrifiantes usagées. Il est attendu que le projet produise des résultats en 2014.



2.1.4. Recyclage des piles/accumulateurs au plomb en Syrie

Le projet de démonstration sur la gestion du recyclage des piles et accumulateurs au plomb est en cours en Syrie. Les conclusions des deux premières phases ont montré que la gestion des piles au plomb est principalement organisée par le secteur privé, entraînant d'énormes défis pour trouver la manière dont cette opération se déroule et localiser et contrôler les collecteurs. En outre, les conclusions ont également révélé que des réformes politiques importantes sont nécessaires pour la gestion écologiquement rationnelle (GER) des piles au plomb en Syrie. Des lignes directrices pratiques pour la gestion écologiquement rationnelle des piles au plomb sont en cours de développement par le Centre d'activités régionales de la Convention de Bâle à Bratislava, sur la base de l'expérience de la Syrie et des lignes directrices de la convention de Bâle. Elles seront diffusées aux autres pays du projet par le biais d'un atelier régional en 2014.



2.1.5. Évaluation de l'importance des apports fluviaux d'éléments nutritifs en mer Méditerranée

L'eutrophisation est la conséquence directe de l'enrichissement de l'écosystème marin par des éléments nutritifs, notamment l'azote et le phosphore, provenant d'activités situées à terre et de sources diffuses. Dans le bassin méditerranéen, les fleuves sont considérés comme étant l'une des principales sources diffuses d'apports de nutriments dans la mer. Sur la base des recommandations de l'évaluation de la magnitude des apports fluviaux d'éléments nutritifs en mer Méditerranée en 2012, une base de données et un outil de modélisation basé sur le SIG pour l'évaluation de l'apport en éléments nutritifs en mer Méditerranée de sources diffuses ont été développés. Le travail préparatoire a permis la publication d'un atlas des données fournies et des cartes élaborées. Les questions liées aux lacunes en matière de données et aux réformes politiques concernant la surveillance des apports fluviaux en éléments nutritifs ont été examinées par la réunion des points focaux de MEDPOL en juin 2013. La publication du rapport d'évaluation est prévue en 2014.

2.1.6. Fixation de valeurs limites d'émission (VLE) pour les effluents industriels et de normes de qualité environnementale (NQE)

Au niveau régional, un modèle destiné à établir un lien direct entre les valeurs limites d'émission et les normes de qualité environnementale (VLE/NQE) des eaux côtières marines a été intégralement développé pour trois polluants majeurs. Un travail est en cours afin de créer et mettre, sur la base des résultats des deux études (avec les rapports concernant les apports fluviaux), un certain nombre d'outils puissants entre les mains des autorités gouvernementales et d'un large public, le cas échéant, afin de permettre un meilleur contrôle de la pollution marine due à des sources terrestres. Certaines recommandations liées à la politique soulevées par les études ont été présentées aux points focaux de MEDPOL afin d'être approuvées; un modèle NQE/VLE basé sur le web doit être fourni en automne 2014 et suivi de 9 ateliers régionaux de formation ainsi que d'une série de lignes directrices pour 7 polluants.

Récapitulatif de la mise en œuvre à ce jour

Dix réunions, ateliers et séminaires ont été organisés pour faciliter les réformes politiques et législatives visant à réduire la pollution. Une centaine d'experts et de décideurs du bassin méditerranéen ont participé à ces réunions et événements.

Le premier projet des lignes directrices de gestion écologiquement rationnelle des piles au plomb a été préparé.

Le travail est en cours pour la poursuite de la mise en œuvre et la réalisation avec succès des autres pilotes d'ici la fin 2014.

Sous-composante 2.2 Transfert de technologies écologiquement rationnelles

Exécutée par l'ONUDI

Le volet Transfert de Technologies Ecologiquement Rationnelles dans la rive sud de la Méditerranée (**MED TEST**) a pour but de prévenir la pollution industrielle provenant de « points chauds » de la région. Le projet vise à démontrer que l'introduction de meilleures pratiques, de technologies plus propres et de systèmes de gestion intégrée dans l'industrie s'avère tout à fait efficace dans la réduction des coûts et l'accroissement de la productivité et de la performance environnementale. Un ensemble de **58** sites de fabrication au sein de **7** secteurs industriels en Egypte, au Maroc et en Tunisie a participé activement au MED TEST.

MED TEST a atteint son objectif fondamental, le renforcement de capacités nationales, en s'appuyant sur une formation approfondie et un programme d'assistance technique qui a identifié (**6**) institutions et fournisseurs de service au niveau national et **25** professionnels locaux, outre les équipes des 43 entreprises de démonstration. Au total, 958 jours de travail de formation ont été dispensés à 514 participants. Par conséquent, un réseau de ressources locales, désormais engagé dans la promotion de la démarche du TEST, s'emploiera à propager l'expérience acquise dans d'autres industries de la région.

Dans l'ensemble, les résultats tangibles obtenus et attestés dans le cadre de l'initiative MED TEST ont suscité l'intérêt des donateurs. En juillet 2012, la Commission

européenne/DevCo a approuvé un élargissement de MED TEST II, au sein de l'initiative SWITCH-MED, afin d'étendre l'expérience à l'ensemble des pays de la région méditerranéenne. MED TEST II devrait être lancé au cours du second semestre de l'année 2013.

Sous-composante 2.3 Gestion écologiquement rationnelle du matériel, des stocks et des déchets contenant des PCB ou contaminés par ces derniers dans les compagnies nationales d'électricité

Exécutée le PNUE/PAM – MED POL et le PNUE/PAM - CAR/PP

Les polychlorobiphényles (PCB) toujours utilisés dans les équipements électriques présentent un risque de dissémination lorsque ces équipements prennent feu. Les équipements hors-circuit peuvent quant à eux émettre des PCB lorsqu'ils fuient ou débordent. Des personnes souhaitant utiliser les huiles peuvent accéder aux stocks mal protégés. Différents pays ont recensé des cas d'huiles contaminées aux PCB, utilisées comme « nettoyant à mains industriel » ou comme huile alimentaire. L'exposition répétée aux PCB, même présents en petites quantités, peut causer des dommages au foie et aux systèmes neurologique et immunitaire. Une mauvaise manipulation des PCB peut également engendrer l'émission d'autres substances toxiques dont les dioxines et les furanes, des polluants organiques persistants (POP) réglementés par la Convention de Stockholm. Malgré les législations en vigueur, de grandes quantités de PCB sont toujours utilisées.

L'objectif principal du projet est d'introduire la gestion écologiquement rationnelle (GER) à tous les stades du « cycle de vie » des équipements électriques, contenant ou contaminés par les PCB. Il mettra également l'accent sur le renforcement des cadres législatifs, l'enlèvement et l'élimination d'une quantité de PCB pouvant aller jusqu'à 870 tonnes dans les sites de démonstration, la préparation de la phase des plans d'élimination progressive des PCB dans les compagnies d'électricité et une sensibilisation et des connaissances techniques accrue concernant la gestion écologiquement rationnelle (GER) des PCB.

L'Albanie, l'Égypte, la Turquie et la Bosnie-Herzégovine participent à ce projet. La quantité précise de PCB devant être éliminée dépend de la finalisation de l'inventaire par les pays partenaires.

En 2013, le PNUE/PAM-CAR/PP a mis à jour un site Internet d'informations pour le projet sur la gestion des PCB à l'intention des pays participants, qui peut être consulté à l'adresse suivante : www.pcbsmed.org .

Le CAR/PP et le MEDPOL ont tenu en 2013 deux formations en gestion des PCB en Turquie et en Bosnie-Herzégovine pour approximativement 55 participants dans chaque pays. Ces formations incluaient une formation théorique en PCB et une formation technique sur l'échantillonnage et l'utilisation d'un appareil d'analyse des PCB. En outre, le PNUE/PAM-CAR/PP prépare, conjointement avec le PNUE/PAM-MEDPOL, plusieurs ateliers et formations sur la sensibilisation aux PCB, la gestion, l'échantillonnage et l'élimination de ces derniers ainsi que les POP, devant être organisés en 2014.

Enfin, une vidéo sur la gestion des PCB ainsi qu'un « Manuel à l'intention des détenteurs de PCB et des décideurs » sont en cours d'élaboration à des fins d'éducation et de sensibilisation, et seront mis en ligne sur le site Internet en question sous peu en 2014.

Récapitulatif de la mise en œuvre à ce jour

Deux cents experts nationaux ont été formés à la gestion écologiquement rationnelle des PCB et à l'inventaire de PCB en Turquie, en Bosnie-Herzégovine et en Egypte. La formation se poursuit en Egypte, en Bosnie-Herzégovine et en Turquie.

Trois pays ont été équipés de 2-3 appareils portables semi-mobiles chacun pour réaliser l'inventaire des PCB, ainsi que des réactifs chimiques requis pour leur permettre de prélever et mesurer jusqu'à 500 échantillons.

Cinq campagnes pour les inventaires de PCB ont été organisées en 2013 comme suit : deux en Turquie, une en Egypte et deux en Bosnie-Herzégovine afin de réaliser et identifier 450 tonnes de PCB purs pour la gestion écologiquement rationnelle et l'élimination dans le cadre du projet.

COMPOSANTE 3

CONSERVATION DE LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE :
MISE EN ŒUVRE DU PAS-BIO ET DES PAN
CORRESPONDANTS

La composante 3 contribue à la mise en œuvre du PAS-BIO pour la conservation de la diversité biologique, tout particulièrement à travers deux domaines spécifiques :

- **Sous-composante 3.1 : Conservation de la biodiversité marine et côtière grâce au développement d'un réseau méditerranéen d'Aires Marines Protégées (AMP) – menée par le CAR/ASP du PNUE/PAM et le WWF-MedPO ;**
- **Sous-composante 3.2 : Promotion de l'utilisation durable des ressources halieutiques dans le cadre d'une approche écosystémique de la pêche – menée par la FAO.**

Il faut souligner que si les PAS comprennent de nombreuses priorités autres que celles abordées à travers ce projet, le CAR/ASP travaille en étroite collaboration avec tous les pays méditerranéens pour une mise en œuvre constante du PAS-BIO, en mettant depuis peu l'accent sur les incidences du changement climatique sur la biodiversité de la Méditerranée. En outre, en 2012 et 2013, le CAR/ASP a réalisé une évaluation de la mise en œuvre du PAS-BIO et des PAN afin de l'harmoniser avec le plan stratégique Aici et le processus méditerranéen de l'Approche écosystémique (EcAp).

Par conséquent, il a également proposé une série d'objectifs stratégiques et d'actions prioritaires à considérer par les organes pertinents pour la période 2014-2020, conformément à leurs compétences et mandats pour la conservation de la biodiversité marine et côtière méditerranéenne.

Par ailleurs, la FAO gère une série de projets visant à la gestion des pêcheries dans tous les pays méditerranéens, projets qui fonctionnent ensemble et de façon coordonnée pour répondre à de nombreuses préoccupations, en matière de durabilité, autres que celles exposées dans les PAS et incluent également les principales questions liées à la durabilité sociale et économique de la pêche en Méditerranée, conformément à l'approche écosystémique des pêches (AEP).

Sous-composante 3.1 Conservation de la biodiversité marine et côtière grâce au développement d'un réseau méditerranéen d'AMP

Exécutée par le PNUE/PAM-CAR/ASP et le WWF-MedPO

Afin d'accroître la capacité de préserver la biodiversité marine et côtière importante pour la région par la création, dans la région méditerranéenne, d'un réseau d'AMP écologiquement représentatif, cohérent et efficace appuyé par un réseau de gestionnaires des AMP à l'échelon régional, le CAR/ASP et le WWF-MedPO mettent en œuvre des activités complémentaires dans lesquelles le CAR/ASP se concentre sur l'identification et la création de nouvelles aires marines protégées, tandis que le WWF-MedPO met l'accent sur l'amélioration de la gestion des AMP existantes (ou sur le point d'être créées) et sur plusieurs activités conjointes de formation, de coordination et de communication. Il convient de noter que les activités mises en œuvre par le CAR/ASP ont reçu le nom de « MedMPAnet » et que



*Sidi Mechreg, Tunisie, où la « Semaine de la Mer » a eu lieu
(Crédit photo: Michel Gunter, WWF Canon)*

celles exécutées par le WWF-MedPo sont appelées « MedPan Sud ».

Activités nationales (CAR/ASP et WWF-MedPO)

Un certain nombre d'activités, entreprises dans le but de créer de nouvelles AMP (avec le soutien du CAR/ASP) et d'en améliorer la gestion (avec l'appui du WWF-MedPO), sont résumées ci-dessous.

Albanie

Après des consultations nationales et la sélection de la baie de Porto Palermo en tant qu'Aire Marine Protégée pilote, le CAR/ASP, a signé en mars 2013, un protocole d'entente avec l'Institut Albanais pour la Conservation de la Nature (INCA) pour la mise en œuvre des activités du projet.

Suite aux premiers contacts avec l'autorité locale et quelques réunions avec les parties prenantes intéressées (pêcheurs) dans la baie de Porto Palermo, des études socio-économiques et écologiques ont été entreprises. En outre, une enquête sur les besoins et demandes concernant le mécanisme de participation des parties prenantes locales a été réalisée pour l'élaboration du plan de gestion de l'AMP de la baie de Porto Palermo, prévue pour 2014.

Algérie

Le CAR/ASP continue à joindre ses efforts à ceux du CAR/PAP, de l'UNESCO/PHI et du Conservatoire du Littoral afin d'élaborer un plan côtier pour la zone de Réghaïa et d'allier ainsi le travail en cours sur le plan GIZC à la création éventuelle d'une AMP. En 2013, une équipe de scientifiques a réalisé une étude dans la zone côtière jouxtant le lac de Réghaïa. Elle fut suivie d'études écologiques et socio-économiques, ainsi que de l'identification des parties prenantes et des partenariats potentiels susceptibles de participer à la création et à la gestion de l'aire marine protégée de Réghaïa.

Le WWF-MedPO a fourni une aide au Parc National de Taza, qui a réussi à produire les documents nécessaires, y compris un plan de gestion et de zonage, pour que la zone marine attenante au parc soit officiellement déclarée AMP. En attendant la mise en place des nouvelles AMP, en 2013, un certain nombre d'activités ont été réalisées afin de renforcer l'engagement avec les parties prenantes locales et ouvrir la voie à la mise en œuvre de la future AMP. Les 9 et 10 mars, un atelier sur la pêche durable, organisé par le Parc national de Taza, a rassemblé des pêcheurs locaux, les directions de la pêche et du tourisme, la Chambre de la pêche et des experts nationaux et internationaux afin d'identifier des activités alternatives génératrices de revenus pour aborder l'impact socio-économique des futurs règlements de la pêche. L'expérience du processus participatif réalisé dans le parc national de Taza afin de créer la nouvelle AMP a également été présentée à Malte lors du premier Colloque régional sur la pêche durable à petite échelle en Méditerranée du 27 au 30 novembre 2013.

Croatie

Suite à des consultations communes, le CAR/ASP et le ministère de l'Environnement et de la Nature ont élaboré un plan de travail détaillé pour les activités

pilotes dans le pays, axé sur une étude écologique, une étude sur la pêche et sur des activités de renforcement des compétences pour la réalisation de l'inventaire de la biodiversité marine (herbiers de posidonies et habitats coralligènes), dans le comté de Primorje & Gorski Kotar.



*Gestionnaires des AMP, scientifiques, et partenaires participant à l'atelier « de la science à la gestion »
(Crédit photo: WWF-MedPO)*

Au début de 2013, un protocole d'entente a été signé entre le CAR/ASP, le ministère de l'environnement et de la protection de la nature, l'Institut national pour la protection de la nature et l'institution publique Priroda, permettant ainsi le lancement des activités pilotes du MedMPAnet en Croatie, qui dureront jusqu'en mars 2014.

Dans ce contexte, deux recherches sur le terrain pour l'étude socio-économique sur les pêches ont été réalisées, en avril et en mai 2013, principalement par le biais d'entretiens avec les pêcheurs locaux. Elles ont été réalisées autour de deux zones d'étude – une AMP et trois sites marins Natura 2000 du Primorje-Gorski Kotar County.

En outre, les protocoles de surveillance des posidonies et coralligènes ont été mis en place et testés et des enquêtes écologiques concernant les espèces marines et la cartographie des habitats a été réalisée en juillet et en août 2013 sur les sites de Prvic Island-Grgurov kanal Special Reserve, et Unije, Srakane et Susak Natura 2000.

Pour finir, dans le cadre du programme de renforcement des capacités du programme en Croatie, trois formations sur le SIG (ArcGIS) pour 6 participants ont été organisées respectivement à Rijeka (30 septembre – 4 octobre 2013), Zagreb (4-8 novembre 2013) et l'institution publique Priroda, Rijeka (14-15 novembre 2013).

Avec le soutien du WWF-MedPO, les cinq AMP croates existantes ont œuvré avec succès à la standardisation de leur processus de gestion prévisionnelle, tout en renforçant leur collaboration avec les administrations, les parties prenantes et les ONG concernées. La Croatie est aujourd'hui l'un des rares pays de la Méditerranée où toutes les AMP existantes travaillent ensemble afin d'améliorer la qualité de leur gestion de manière coordonnée. En 2012, les plans de gestion des parcs naturels de l'archipel de Lastovo et de Telašćica ont été finalisés, approuvés et adoptés par les conseils de gestion des parcs concernés et le ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature. Les plans de gestion des parcs nationaux de Brijuni et de Kornati ont été aussi complétés et approuvés en 2013. Le plan de gestion du parc national de Mljet est en cours d'élaboration et sera finalisé avec l'appui de Sunce en 2014.

Liban

Le CAR/ASP a apporté une assistance technique au ministère de l'Environnement qui a produit avec succès une caractérisation écologique de trois sites marins prioritaires ayant vocation à devenir des AMP : la péninsule d'Enfeh, Ras Chekaa, et les falaises de Raoucheh. En mai 2013, les évaluations des particularités biologiques et des intérêts écologiques de ces sites marins ont été approuvées par le ministère de l'Environnement, qui a également soumis une proposition officielle pour déclarer la zone de Ras Chekaa comme AMP.

En outre, la réunion a également servi à approuver la phase à venir du projet visant à répliquer l'enquête dans trois nouveaux sites importants au Sud du Liban : Sidon, Tyre et Naqoura. Ainsi, du 26 août au 8 septembre 2013, le CAR/ASP a réalisé une étude de terrain dans ces trois sites marins. La même équipe d'experts internationaux et nationaux de 2012 a participé à l'enquête, dont les résultats ont été examinés et ont mené à l'établissement d'une caractérisation écologique ainsi que de propositions succinctes de zonage et de gestion.

Libye

Les activités du projet MedMPAnet sur le développement d'une stratégie nationale pour la mise en place d'un réseau AMP en Libye se sont achevées en 2013. Ainsi, plusieurs réunions techniques se sont déroulées en juin 2013 avec différents représentants d'administrations, des scientifiques, la population locale et les ONG concernées par la création et la planification d'AMP en Libye. Cela a entraîné (i) l'analyse des besoins prioritaires et l'identification des partenariats potentiels pour la création et la planification d'AMP et (ii) l'organisation, en octobre 2013, d'un atelier national dans lequel les grandes lignes de la stratégie nationale pour la mise en place d'un réseau AMP et le projet de loi

sur les aires protégées en Libye ont été convenus.

En ce qui concerne le site pilote du parc national d'El Kouf, une étude socio-économique a été réalisée afin de compléter, aux côtés de la caractérisation écologique, les recommandations finales pour la gestion de l'aire.

D'autre part, le CAR/ASP et le WWF-MedPO ont apporté leur soutien à quinze officiers nationaux libyens et parties prenantes d'AMP en termes de renforcement des capacités dans le processus participatif et l'engagement des parties prenantes dans les AMP (Akyaka, Turquie, 10-14 février 2013). Les participants ont appris les principes de la planification participative et la communication et ont rédigé un plan afin d'engager les parties prenantes clés dans la future mise en œuvre des AMP libyennes. Des études de cas de l'AMP de Kaş-Kekova (MedPAN Projet Sud) ont permis d'apprendre davantage sur l'expérience turque du processus engageant les parties prenantes dans le développement de plans de gestion.

Dans l'AMP Ain Al-Ghazala, le WWF-MedPO a soutenu une équipe d'experts internationaux et nationaux afin d'achever l'évaluation socio-économique en collectant des données sur le matériel, la classification des méthodes et des zones de pêches et sur le profil et la perception des pêcheurs et chasseurs locaux. Le CAR/ASP et le WWF-MedPO ont apporté leur soutien pour le renforcement des capacités de quatorze officiers nationaux libyens et parties prenantes d'AMP sur (i) la planification d'évaluations socio-économiques dans les aires marines protégées (Bizerte, Tunisie, 26-30 mai 2012) et (ii) application du SIG à l'environnement marin (Tunis, Tunisie, 1-2 juin 2012).

En juin 2013, en Libye, le centre de recherche en biologie marine a officiellement lancé le projet de développement des plans de gestion des AMP du lagon Farwa et Ain El Ghazala avec le soutien du WWF-MedPO. Une réunion de lancement s'est déroulée à Tajoura-Tripoli afin de démarrer le processus d'engagement des autorités, des parties prenantes et de la société civile dans les processus de prise de décision et gagner leur soutien pour l'AMP et son cadre de gouvernance.

Monténégro

En s'appuyant sur les résultats de l'évaluation rapide réalisée en 2011 et 2012 et en étroite consultation avec le ministère de l'Environnement du Monténégro, la baie Boka Kotorska a été sélectionnée comme site pilote. A cet égard, le CAR/ASP a engagé un cabinet-conseil international chargé de réaliser une étude sur la pêche et une étude écologique de la zone marine de la baie de Kotor, en faisant usage de la technique du sonar à

balayage latéral. Les données collectées du projet MedMPAnet, en particulier de l'étude d'évaluation de l'habitat, ont contribué à la mise en place d'une base de données du SIG dans le cadre du projet CAMP Monténégro. De plus, le CAR/ASP unit ces efforts à ceux du CAR/PAP et CAR/PP dans le « projet pilote sur le test de l'application de l'approche écosystémique (EcAp) dans la baie de Boka Kotorska », en particulier la mise en œuvre des activités de soutien concernant l'entrepreneuriat vert dans la baie de Kotor, focalisées en particulier sur les activités d'écotourisme et visant à évaluer les possibilités de réduction des impacts des activités humaines sur l'environnement par la mise en œuvre d'activités d'entrepreneuriat vert et d'activités éco-touristiques.

Maroc

En avril 2013, une réunion conjointe co-organisée à Rabat par le Haut Commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte contre la Désertification (HCEFLCD) et le CAR/ASP a rassemblé les parties prenantes des Aires Spécialement Protégées au Maroc, y compris les administrations pertinentes, les scientifiques et les ONG et a permis de présenter les réalisations du projet MedMPAnet dans le pays. Les évaluations concernant (i) la caractérisation de sites marins prioritaires ayant vocation à devenir des AMP au Maroc, (ii) l'identification de groupes de parties prenantes et de partenariats potentiels afin de créer des AMP et (iii) la caractérisation écologique préliminaire de l'aire marine du Cap des Trois Fourches ont été approuvées.

Suite à la réalisation de cette première phase du projet et dans le cadre du projet MedPartnership, il a été convenu de réaliser une étude de terrain complémentaire dans l'aire marine du Cap des Trois Fourches et de procéder à l'élaboration du plan de gestion de cette future AMP avec la mise en place d'un mécanisme de consultation impliquant toutes les parties prenantes. Le CAR/ASP a réalisé une évaluation de terrain sur site dans l'aire marine du Cap des Trois Fourches du 8 au 20 septembre 2013. Une équipe de dix chercheurs/experts nationaux et internationaux ont travaillé ensemble pour la collecte de données biologiques ayant été traitées et rapportées sur des cartes géo-référencées. Cela a permis la finalisation d'une évaluation rapide des habitats naturels du site avec la proposition et les grandes lignes préliminaires de gestion.

Tunisie

Suite aux résultats des études de terrain menées dans les îles Kuriat en 2010 et 2011 et de l'étude socio-économique de 2012, le CAR/ASP a lancé en 2013, en collaboration avec l'Agence tunisienne de protection et d'aménagement du littoral (APAL), le processus

d'élaboration d'un plan de gestion détaillé pour l'aire marine protégée des îles Kuriat. La première phase du processus d'élaboration du plan de gestion, consistant en (i) l'élaboration d'un diagnostic détaillé de tous les aspects liés à la zone et ses alentours (ii) la proposition de scénarios de gestion et (iii) la réalisation de réunions de conseil des parties prenantes sur site, a été réalisée et sera conclue par un atelier de consultation début février 2014.

D'autre part, une assistance technique pour l'établissement d'un système de surveillance écologique des populations de poissons et de la biocénose marine dans l'AMP des îles Kuriat a commencé en novembre 2013.

Les premiers objectifs du projet MedPAN Sud dans l'Aire Marine Côtière Protégée (AMCP) du Cap Négro-Cap Serrat ont été réalisés : un bureau hébergeant la future AMCP a été mis en place, du personnel a été recruté, formé et équipé et un plan d'affaires a été développé. Le plan établissait des solutions de financement durable et à long terme pour toutes les activités dans l'AMCP, ainsi que pour toutes les autres AMP en Tunisie. En janvier, un atelier a été organisé pour présenter les réalisations et discuter avec les parties prenantes de l'AMCP des actions prioritaires pour le futur. En juillet, la semaine annuelle de formation intitulée « Semaine de la mer » se déroule régulièrement à Tabarka et au Cap Negro. Organisée par le WWF MedPO, avec des partenaires nationaux et internationaux, 22 participants originaires de Tunisie, d'Algérie, du Maroc, de Libye, de France et d'Italie ont participé à une exploration intense de la gestion durable, de la conservation marine et de la recherche.

Turquie

Le projet MedPAN Sud a été officiellement clôturé en janvier 2013 à Ankara. Plus de 50 représentants de ministères et institutions ont participé à la réunion, évalué et finalisé le plan de gestion marine pour l'Aire Spécialement Protégée (ASP) de Kas-Kekova. Un processus pleinement participatif a été réalisé par le WWF afin de développer le plan, contribuant à la stratégie nationale pour le renforcement du système d'AMP en Turquie, dirigé par le Directeur général pour la protection des biens naturels du ministère de l'Environnement. Le plan est déjà en vigueur puisque les zones interdites à la pêche ont été publiées dans la loi nationale de la pêche et sont ainsi déjà appliquées par les Garde-côtes de l'AMP de Kas-Kekova. En outre, des meilleures pratiques en matière de plongée ont été convenues par les opérateurs locaux de plongée, un système d'amarrage a été proposé et cinq bouées ont été installées dans les principaux sites de plongées. Un dépliant avec un plan de zonage et une brochure concernant la pêche durable ont été distribués aux



*Des experts en biologie marine au travail
(Crédit photo: CAR/ASP, Université de Séville)*

pêcheurs et touristes pendant la saison estivale.

Nouvelles AMP - « MedMPAnet » (PNUE/PAM - CAR/ASP)

Comme détaillé ci-dessus, en 2013, le CAR/ASP a entrepris un certain nombre de démarches essentielles pour la création de nouvelles aires marines protégées en Albanie, en Algérie, en Libye, au Monténégro et en Tunisie, tout en travaillant activement à l'identification de sites marins d'intérêt pour la conservation en Croatie et au Liban.

Le CAR/ASP a organisé, à Rabat (Maroc), la quatrième Réunion des correspondants nationaux du PAS-BIO (1er juillet 2013) et la onzième réunion des points focaux pour les ASP (2-5 juillet 2013). Les pays riverains méditerranéens et les organisations partenaires ont été informés des progrès réalisés à ce jour et ont été en mesure de fournir des recommandations concernant les réalisations futures durant la durée restante du projet.

Des évaluations nationales de cadre juridique et institutionnel pour la conservation de la biodiversité marine et côtière et la mise en place d'AMP en Albanie, Croatie et Monténégro ont été rédigées en 2013. En outre, afin de renforcer la sensibilisation concernant la valeur des AMP et l'importance de l'implication des parties prenantes, un kit d'outils sur « la participation des parties prenantes pour l'identification, la désignation et la gestion des aires marines protégées » a été introduit.

Le projet a réalisé plusieurs actions ayant contribué au renforcement de la capacité des gestionnaires des

AMP, praticiens et autorités pertinentes concernant la planification, la gestion et les aspects écologiques des AMP :

- Dans le cadre de la première phase de développement de la stratégie régionale de renforcement des capacités, élaborée en 2012 par le WWF-MedPO, le CAR/ASP et le MedPAN, le CAR/ASP a soutenu le WWF-MedPO dans le développement d'un « portail Internet de formation sur les AMP », nouvel instrument interactif d'apprentissage et de réseautage visant à renforcer la capacité des décideurs locaux, des praticiens, des organisations de la société civile (OSC) à travers la Méditerranée. Cet instrument, qui doit inclure des opportunités conjointes d'apprentissage, du matériel de formation, du contenu des programmes, des études de cas, les réunions et événements à venir, permettrait aux participants d'AMP de communiquer presque sans frais, de partager les meilleures pratiques et consulter les collègues et experts.
- En guise de suivi des ateliers régionaux de 2011 et 2012 couronnés de succès et organisés à Santa Pola (Espagne), en collaboration avec l'Université d'Alicante, le CAR/ASP a organisé du 23 au 28 septembre 2013, une troisième session de formation régionale sur la surveillance écologique dans les aires marines protégées. Douze participants de neuf pays méditerranéens (Algérie (1), Croatie (2), Egypte (2), Espagne (1), Liban (1), Libye (2), Monténégro (1), Maroc (1), Tunisie (1)) ont participé à cette session qui s'est principalement focalisée sur le travail de terrain et s'est déroulée dans le Centre de recherche marine de Santa Pola (CIMAR) et dans la réserve marine de Nueva Tabarca.

- En tirant profit des études écologiques de terrain réalisées au Liban, au Maroc et au Monténégro, des formations sur le terrain ont été organisées au profit de douze experts locaux. Ces formations sur le terrain ont inclus différents thèmes comme l'échantillonnage d benthos et des poissons à l'aide d'un inventaire visuel sous-marin et de caméras, la reconnaissance sous-marine de faune et de flore, les espèces exotiques, l'application SIG pour la cartographie des habitats marins, l'importance des aspects socio-culturels dans la planification des AMP, les impacts humains sur les AMP, etc.

En outre, en 2013, le CAR/ASP a lancé et produit les lignes directrices suivantes, sur la base des besoins réels des planificateurs et gestionnaires d'aires marines protégées :

- Lignes directrices sur la surveillance des sternes voyageuses (*Thalasseus bengalensis emigrates*),
- Orientations pour la création de réseaux d'aires marines protégées : lignes directrices pour améliorer la mise en œuvre et la connectivité du réseau méditerranéen d'aires spécialement protégées
- Outils pour la participation des partenaires sociaux dans l'identification et la gestion des aires marines protégées,
- Manuel des cétacés pour les gestionnaires d'AMP (en étroite collaboration avec ACCOBAMS et MedPAN).

Le projet MedMPAnet était présent à la troisième édition du Congrès international sur les aires marines protégées (IMPAC3) co-organisé par l'Agence des aires marines protégées et l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) du 21 au 25 octobre, à Marseille (France). Organisé tous les quatre ans, ce congrès, rassemble les principales parties prenantes maritimes du monde entier, au delà des frontières nationales ou sectorielles, afin d'aider à la conservation et au développement durable des océans.

L'équipe technique du projet MedMPAnet (3) et neuf autorités nationales, gestionnaires et praticiens AMP (Albanie (4), Croatie (1), Libye (2), Maroc (1), Tunisie (1)) ont participé à IMPAC3, permettant au projet d'être présent au cours de plusieurs événements, en particulier :

- L'atelier sur les « expériences avec les réseaux AMP nationaux : lignes directrices et cibles au moyen de deux présentations sur la contribution du projet vers (i) le développement d'un réseau national d'aires



Habitats et espèces marins au Cap des Trois Fourches, Maroc

(Crédit photo: CAR/ASP, Université de Séville)

marines protégées au Liban et (ii) le développement d'un réseau national d'aires marines protégées en Libye : l'extension marine du Parc national El Kouf ;

- L'atelier sur la « gouvernance pour le développement de réseaux AMP » par le biais de la co-présidence de l'atelier et une présentation sur la « création d'une nouvelle aire marine protégée dans les Iles de Kuriat (Tunisie);
- L'atelier intitulé « vers des réseaux régionaux écologiquement représentatifs et bien connectés » où a été donnée une présentation sur « l'identification et la création de nouvelles aires marines protégées en Méditerranée au moyen du projet MedMPAnet ».

Le projet a également présenté deux posters, sur ses activités de création d'AMP, intitulés « vers une nouvelle Aire marine protégée au Maroc : le Cap des trois fourches » et le « Projet pilote MedMPAnet en Croatie ».

Pour de plus amples informations, consulter : <http://medmpanet.rac-spa.org/>

Meilleure gestion des AMP - « MedPan Sud » (WWF-MedPO)

En 2013, le projet MedPAN Sud a mené à terme la totalité des activités visant à réaliser ses objectifs. Grâce à une synergie d'initiatives régionales et nationales, le projet s'est attaqué à plusieurs problèmes qui entravent le bon fonctionnement des AMP. Au niveau régional, le projet a renforcé les compétences du personnel des AMP, consolidé le réseau régional des AMP et créé des mécanismes de résolution des problèmes au service des AMP. Le projet a par ailleurs incité cinq pays (Algérie, Croatie, Libye, Tunisie, et Turquie) à faire en sorte que leurs AMP passent d'un état de dormance à un état opérationnel, avec un personnel formé et équipé, des plans de gestion standardisés, un suivi fondé sur une approche scientifique pertinente et des plans de zonage approuvés. Ces activités se sont appuyées sur une approche entièrement participative, où l'engagement des parties prenantes dans la gestion des AMP a joué un rôle moteur pour assurer l'adhésion des communautés et des acteurs locaux (notamment les pêcheurs), obtenir le soutien des gouvernements nationaux et locaux, et renforcer le sens de responsabilité à l'égard de l'AMP.

Outre les réalisations nationales détaillées dans le chapitre des prévisions, en 2013, les actions régionales ont soutenu le travail réalisé dans les AMP d'Algérie, de Croatie, de Libye, de Tunisie et de Turquie.

Programme de renforcement des compétences.

Afin de contrer l'absence de dialogue entre les scientifiques et les gestionnaires d'AMP, un atelier a été organisé par le WWF-MedPO et le MedPAN en mars dans l'AMP de Plemmirio à Syracuse, en Italie. L'atelier a guidé un réseau de gestionnaires et de scientifiques afin de répondre à des questions clés concernant la santé de l'écosystème et les conditions socio-économiques, afin de parvenir à une gestion efficace fondée sur la science. Parmi les participants se trouvaient des représentants d'AMP et d'instituts de recherche d'Algérie, de Croatie, d'Égypte, d'Espagne, d'Italie, du Liban, de Libye, de Turquie, du Monténégro et de Grèce.

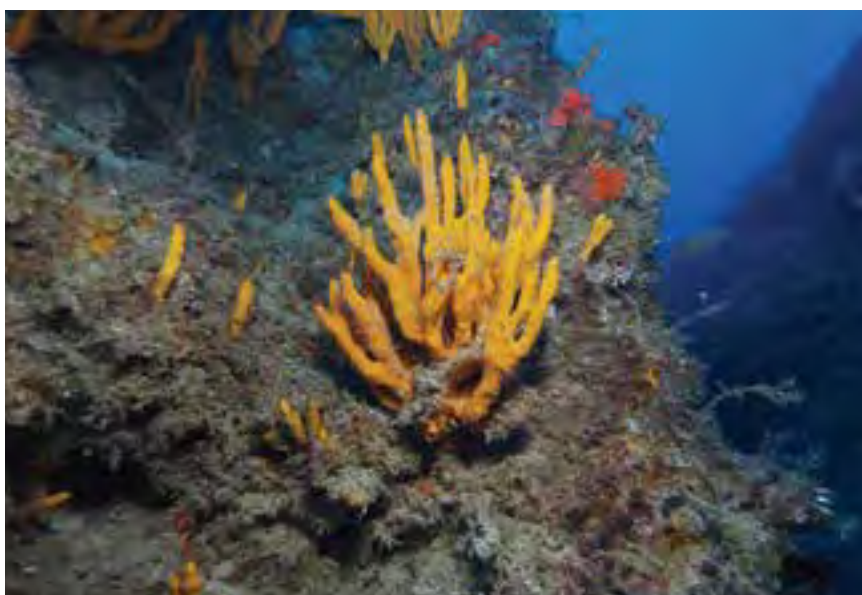
Congrès international sur les aires marines protégées

Plus de 1000 délégués du monde entier se sont réunis pour la 3e édition du Congrès international sur les Aires marines protégées (IMPAC3) en octobre. Tenue pour la

première fois en Méditerranée, la partie principale d'IMPAC3 s'est déroulée à Marseille et a été suivie par une réunion politique de haut niveau en Corse. En tant que partenaire officiel d'IMPAC3, WWF a considérablement soutenu les organisateurs du congrès et les résultats du Projet MedPan Sud ont été diffusés au cours d'un certain nombre d'événements :

- Session plénière sur « les outils de gestion et d'application (video au : <http://www.impact3.org/fr/actualites/webtv>)
- Atelier dirigé par le WWF-MedPO : plan de gestion de A à Z et formation régionale d'apprentissage et de développement : enseignements tirés.
- Célébration des 40 ans de WWF-France
- Espace de communication WWF dans la zone publique de la conférence.

Le WWF était également présent à la table ronde ministérielle à Ajaccio et à fait passer son message, y compris des recommandations à la Déclaration d'Ajaccio, qui a également salué l'annonce du Fonds d'affectation spéciale pour la Méditerranée.



Axinella sp à Tyr au sud du Liban

(Crédit photo: CAR/ASP, Oscar Luis Ocana Vicente)

De nombreux défis auxquels la Méditerranée fait face étaient haut placés à l'ordre du jour du Congrès de Marseille – y compris l'extension des AMP à la partie Sud de la Méditerranée afin d'inclure la Libye, l'Algérie, le Liban et la Tunisie où les AMP ne sont pas nombreuses ou n'ont pas encore été créées.

Plus d'informations : <http://www.impact3.org/>

Pour plus d'informations voir : www.panda.org/msp

Stratégie de communication des AMP

Afin de sensibiliser les principales parties prenantes sur le rôle et l'intérêt des aires marines protégées, d'une part, sur l'avancement du projet et ses résultats, d'autre part, le CAR/ASP a lancé un certain nombre d'activités de communication, telles que la diffusion d'informations sur Internet et les médias sociaux (<http://medmpanet.rac-spa.org> et <https://www.facebook.com/MedmpAnet>) et l'élaboration d'une brochure illustrée sur les activités du projet.

Pour mettre en avant les résultats positifs du projet, les accroître et encourager leur reproduction, le WWF-MedPO a mené à bien plusieurs activités :

- Mise à jour régulière du site Internet du projet MedMPAnet (<http://medmpanet.rac-spa.org>);
- Compilation et diffusion du bulletin électronique MedMPAnet par le biais de la liste d'envoi du CAR/ASP,
- Diffusion des principales réalisations du projet au moyen des médias sociaux (<https://www.facebook.com/MedmpAnet>) et autres média électroniques : site Internet CAR/ASP (www.rac-spa.org), site Internet du MedPartnership (www.themedpartnership.org), site Internet de l'Association MedPAN (<http://www.medpan.org/>);
- Production de vidéos en partenariat avec les autorités nationales au Liban, au Maroc et en Tunisie (prises de vue réalisées durant les réunions, les événements et les enquêtes de terrain réalisés dans les trois pays)
- Activité de visibilité réalisée par les responsables et les partenaires nationaux du CAR/ASP-Projet MedMPAnet durant les conférences et événements nationaux et régionaux sur la portée, les activités et les résultats escomptés du projet.

Afin d'intégrer et d'amplifier les bons résultats du projet et promouvoir la réplique, le WWF-MedPO a entrepris plusieurs activités:

- Le Site internet du projet MedPan Sud a été mis à jour et des rapports et publications de projet sont disponibles au téléchargement (www.panda.org/msp).
- Via Facebook et Twitter, une pétition concernant des AMP méditerranéennes nouvelles et mieux gérées a été lancée obtenant plus de 25 000 signatures (www.change.org). Par le biais de sa campagne et de son travail médiatique, le WWF estime avoir touché

- Une vidéo sur le rôle des AMP dans le soutien des pêcheurs artisanaux a été réalisée et diffusée par les sites Internet et événements internationaux et nationaux (www.panda.org/msp).
- Les activités et grandes réalisations du MEDPAN Sud apparaissent régulièrement sur le site Internet et le bulletin du MedPAN (www.medpan.org), sur les bulletins Echo WWF (www.panda.org/mediterranean) et MPAnews mondial (www.mpanews.org).
- Des visites de la presse à la Réserve naturelle des bouches de Bonifacio (France) et au Parc naturel de Telascica (Croatie) ont été organisées avec des journalistes de la télévision et de la presse écrite depuis la France, la Croatie et la Suède afin de démontrer les avantages socio-économiques environnementaux des AMP.
- Des activités de visibilité (y compris des événements médiatiques, des sites Internet, des concours de photo et des événements locaux) ont été réalisées par les partenaires locaux afin d'atteindre les parties prenantes et le grand public et communiquer sur les progrès de leurs projets de démonstration.

Récapitulatif de la mise en œuvre à ce jour

Depuis 2010, un total de 81 réunions (+ 5 réunions CAR/ASP en 2013) et 51 ateliers (+ 2 ateliers en 2013 : 1 CAR/ASP et 1 WWF-CAR/ASP, Akyaka, Turquie) ont été réalisés pour la gestion améliorée et la création de nouvelles AMP, y compris la formation de 600 participants pour la Méditerranée.

En 2012 et 2013, de nouveaux plans de gestion, y compris un plan de zones comprenant des zones interdites à la pêche, ont été complétés dans six AMP : Parc national de Brijuni, Parc national de Kornati, Parc naturel des îles Lastovo, Parc naturel Telascica (Croatie), Parc national Taza (Algérie) et ASP de Kas-Kekova (Turquie).

Les évaluations scientifiques, environnementales et/ou économiques suivantes ont été entreprises et publiées :

Albanie :

- Evaluation du cadre juridique et institutionnel pour la conservation de la biodiversité marine et côtière et la mise en place d'AMP en Albanie (CAR/ASP).

Algérie :

- Mécanismes socio-économiques et de participation des parties prenantes en Algérie (CAR/ASP).

Croatie

- Evaluation et surveillance des ressources halieutiques côtières et recherche socio-économique de la pêche locale dans des régions choisies du Comté de Primorje-Gorski Kotar (CAR/ASP).
- Projet de programme national de surveillance pour les herbiers de Posidonie oceanica (CAR/ASP),
- Projet de programme national de surveillance pour le coralligène (CAR/ASP),
- Projet d'évaluation du cadre juridique et institutionnel pour la conservation de la biodiversité marine et côtière et la mise en place d'AMP en Croatie (CAR/ASP).

Libye

- Evaluation du cadre juridique et institutionnel pour la conservation de la biodiversité marine et côtière et la mise en place d'AMP en Libye (CAR/ASP),
- Projet de loi nationale sur la création d'aires marines et côtières protégées en Libye (CAR/ASP),
- Etude économique et sociale préliminaire de l'environnement marin et côtier du Parc national El-Kouf en Libye (CAR/ASP).

Monténégro

- Description quantitative de l'aire marine de la baie de Boka Kotorska (Kotor) (CAR/ASP),
- Activités de pêcheries au Monténégro – étude de cas de cinq parties sélectionnées de la côte du Monténégro (CAR/ASP).

Maroc

- Rapport synthétique de la liste prioritaire des sites méritant une protection au niveau des côtes méditerranéennes au Maroc (RAC/SPA);
- Identification des parties prenantes et des partenariats potentiels pour la création d'un réseau national d'AMP au Maroc (RAC/SPA);
- Etude biologique des communautés marines du Cap des Trois Fourches au Maroc (RAC/SPA);
- Communautés biologiques marines du Cap des Trois Fourches au Maroc : Caractérisation, cartographie et orientations de gestion (RAC/SPA).

Tunisie

- Bilan et diagnostic pour l'élaboration d'un plan de gestion pour l'aire marine et côtière protégée des îles Kuriat (RAC/SPA);
- L'environnement socioéconomique des îles Kuriat (RAC/SPA);
- Plan d'urbanisme, d'actions paysagères et de sensibilisation pour les îles Kuriat (RAC/SPA);
- Rapport de la campagne de suivi de la nidification de la tortue marine *Caretta caretta* sur les îles Kuriat en 2013 (RAC/SPA).

Turquie

- Rapport final de l'évaluation sur dix ans de la biodiversité marine dans la SEPA Kaş-Kekova (WWF-MedPO)

Régional

- Engagement des parties prenantes : Approches participatives pour la planification et le développement d'AMP. Publié par le WWF et la NOAA, ce guide inclut des études de cas pratiques et des enseignements tirés pour le Projet MedPAN Sud. Il fournit des orientations aux praticiens concernant les étapes et les techniques pour impliquer les parties prenantes dans la conception et la gestion d'AMP. Télécharger à l'adresse suivante : <http://bit.ly/16BzyPh>

Lignes directrices sur la surveillance des sternes (*Thalasseus bengalensis emigrates*) (CAR/ASP),

- Orientations pour la construction de réseaux d'aires marines protégées : lignes directrices pour améliorer la mise en œuvre du réseau d'aires spécialement protégées d'importance méditerranéenne et connectivité entre les aires spécialement protégées CAR/ASP,
- Kit d'outil de participation des parties prenantes pour l'identification, la désignation et la gestion d'aires marines protégées (CAR/ASP en étroite collaboration avec UICN-Med),
- Manuel des cétacés pour les gestionnaires d'AMP (CAR/ASP en étroite collaboration avec ACCOBAMS et MedPAN).

Sous-composante 3.2 Promotion de l'utilisation durable des ressources halieutiques dans le cadre d'une approche écosystémique de la pêche

Exécutée par la FAO

Dans le cadre du MedPartnership, les activités de la FAO visaient à aider les pays à utiliser de façon durable les ressources halieutiques littorales et de haute mer en appliquant l'approche écosystémique des pêches (AEP) et, notamment, par la mise en œuvre d'interventions destinées à réduire les prises accessoires et la pêche non durable.

Les trois principaux groupes d'activités de la sous-composante 3.2 ont enregistré un niveau d'activité important en 2012, malgré l'instabilité qui a caractérisé la région sur la plus grande partie de l'année ; ceci grâce à une interaction et des liens étroits avec, d'une part,

les autres projets menés par la FAO pour appuyer la gestion de la pêche dans la région méditerranéenne, qui, comme dans une équipe, se renforcent mutuellement pour servir les pays de la région de la manière la plus efficace et la plus rentable et, d'autre part, avec les structures de la FAO.

Pour améliorer la mise en œuvre de la gestion de l'approche écosystémique des pêches (AEP) au niveau régional et aux niveaux infrarégionaux, le projet a organisé un atelier sur le processus AEP et le développement de plans de gestions des pêcheries conformes à l'AEP. L'atelier s'est déroulé à Rome en juin 2013 et a réuni des gestionnaires et chercheurs originaires de Croatie, Monténégro et Tunisie ainsi que des experts dans le domaine en provenance de Turquie, qui à leur tour faciliteront la formation des gestionnaires et chercheurs dans le domaine de la pêche en Turquie.

Afin de contribuer davantage à l'amélioration des systèmes de gestion des pêcheries, le projet a recruté des experts nationaux dans la loi de la pêche et dans les systèmes de gestion de chacun des pays directement ciblé, qui testent sur le terrain les lignes directrices sur l'évaluation des systèmes et cadres juridiques et de gestion liés à l'application de l'Approche écosystémique de la gestion des pêches.

Dans le cadre de l'activité 3.2.2 (questions liées à la prise accessoire), l'identification des éventuels « points chauds » pour la prise accessoire et les principales questions pour la gestion durable des pêches posées par les prises accessoires et les rejets dans le golfe de Gabès a été complétée par les experts tunisiens avec la réalisation de rapports concluant que la prise accessoire et les rejets d'espèces exploitées commercialement trop petites constituent également un problème dans le golfe de Gabès. Les rapports ont également noté une très importante concentration de ces prises accessoires et rejets dans quelques régions et points chauds principaux. Le projet validera les conclusions au cours d'une réunion avec les représentants des pêcheurs et propriétaires de bateaux en janvier 2014. Au cours de cette réunion, les principales parties prenantes ont confirmé les conclusions de l'étude et ont proposé de participer, avec leurs navires et leur personnel, aux essais en mer pour tester les éventuelles solutions techniques visant à réduire les prises accessoires. Suite à cette offre, le projet a soutenu les experts de l'INSTM dans la conception et l'exécution des essais en mer. En raison des cycles naturels dans le golfe de Gabès, il est prévu que les principaux essais seront réalisés à l'automne 2014, lorsqu'un nombre important de poissons de petite taille seront présents dans la région.

Concernant la promotion de la participation des pêcheurs dans la gestion des AMP, un projet de démonstration réalisé dans le parc national de Al Hoceima au Maroc a décidé de lancer le système de surveillance pilote lancé par les pêcheurs dans le site de débarquement de Badès, dont les caractéristiques sont adéquates pour le premier essai du système. Cela s'est déroulé après les consultations avec les organisations de pêcheurs dans tous les principaux ports et lieux de débarquement du parc national de Al-Hoceima, ainsi qu'avec les autorités nationales et locales et les ONG oeuvrant dans le parc. Les pêcheurs locaux ont été invités à visiter le laboratoire de Nador de l'Institut National de Recherche Halieutique (INRH) où ils ont reçu des explications détaillées concernant la nécessité d'un système de surveillance des pêches, ainsi que des détails concernant l'approche du projet. Un groupe de trois pêcheurs, sélectionné par l'association pour réaliser la surveillance, a suivi une formation sur les méthodes de surveillance qui a débuté en mai 2013. Les résultats de cette surveillance ont été analysés, du matériel de communication et de diffusion a été préparé et sera abordé par les pêcheurs et les chercheurs en janvier 2014.

Récapitulatif de la mise en œuvre à ce jour

Depuis 2010, pas moins de 36 réunions, 3 ateliers et 1 cours de niveau universitaire ont été entrepris sur l'application de l'Approche Ecosystémique des Pêches (AEP) ; on estime à 80 le nombre de participants mobilisés, parmi lesquels 38 experts de la Méditerranée formés.

Les évaluations scientifiques, environnementales et/ou économiques suivantes ont été entreprises et publiées :

Prises accessoires et rejets

- Bradai, N. 2012. Évaluation des problèmes posés par les prises accessoires de la flottille des chalutiers de fond dans le golfe de Gabès (Assessment of the by-catch issues in the Gulf of Gabès by the bottom trawl fleet). Partie 2 : Les prises accessoires d'importantes espèces de vertébrés emblématiques de la Méditerranée dans le golfe de Gabès : évaluation et atténuation des risques (Bycatch of Mediterranean important iconic vertebrate species in the Gulf of Gabes: Risk Assessment and Mitigation)
- Jarboui, O. 2012. Évaluation des problèmes posés par les prises accessoires de la flottille des chalutiers de fond dans le golfe de Gabès (Assessment of the by-catch issues in the Gulf of Gabès by the bottom trawl fleet). Partie 1 : Les rejets d'organismes marins

exploités dans golfe de Gabès dus aux activités de pêche au chalut de fond : connaissances actuelles et évaluation des risques (Discards of exploited marine organisms in Gabes gulf resulting from bottom trawling fishing activities: Current knowledge and Risk Assessment)

- Sacchi J. et Baro, J. 2010. Protocole de mise en place du dispositif sélectif et de travail à bord : Etude expérimentale pour la mise en œuvre de la Résolution de la CGPM concernant les mailles carrées de 40 mm pour la pêche démersale au chalut en Méditerranée. CopeMed II – ArtFiMed Documents techniques N°10 (GCP/INT/028/SPA – GCP/INT/006/EC). Málaga, 2010. 10pp.

Gestion des pêches et AEP

- FAO-AdriaMed. 2012. Première réunion AdriaMed sur les plans de gestion des pêches dans la région 17. Mémoire de la réunion AdriaMed 184. GCP/RER/010/ITA OM 184
- FAO-AdriaMed. 2012. Réunion technique AdriaMed sur la pêche artisanale dans la mer Adriatique, Mémoire de la réunion AdriaMed 183 (AdriaMed Technical Meeting on Small Scale Fisheries in the Adriatic Sea AdriaMed Meeting Memorandum 183). GCP/RER/010/ITA OM 183
- Colloca F., Lelli S., 2012. Rapport du soutien de la FAO EastMed aux essais de pêche menés au large des côtes du Sud-Liban (Report of the FAO EastMed support to the fishing trials carried out off the South Lebanese Coast). GCP/INT/041/EC – GRE – ITA/TD-14

Recherche halieutique

- FAO-AdriaMed. 2012. Groupe d'étude AdriaMed sur la méthode de production journalière d'œufs (DEPM) pour l'évaluation des ressources halieutiques de petits pélagiques dans la mer Adriatique (AdriaMed Study Group on Daily Egg Production Method (DEPM) for the appraisal of small pelagic fisheries resources in the Adriatic Sea) (Ljubljana, Slovénie, 1er-3 octobre 2012), Mémoire de la réunion AdriaMed 180. GCP/RER/010/ITA OM 180
- FAO-AdriaMed. 2012. Rapport de l'étude sur la méthode de production journalière d'œufs (DEPM) dans la mer Adriatique méridionale (région 18) (Report of the Daily egg production method (DEPM) survey in South Adriatic Sea) (juillet-août 2012)
- FAO-AdriaMed. 2012. Rapport du sondage acoustique effectué dans la mer Adriatique méridionale (région 18) - plateau continental de l'Albanie et du Monténégro (Report of the echosurvey carried out in the South Adriatic Sea (GSA 18) - Albania and Montenegro continental shelf) (juillet-août 2012)
- FAO-AdriaMed. 2012. Projet SoleDiff – « La différenciation génétique de *Solea solea* et *S. aegyptiaca* dans le nord de la mer Adriatique et la structure de la population de la sole commune dans

la Méditerranée » (Genetic differentiation of *Solea solea* and *S. aegyptiaca* in northern Adriatic Sea and population structure of the common sole in the Mediterranean Sea) - Résultats préliminaires

- FAO-ArtFiMed CopeMed II 2012. Analyse des bases de données du suivi de l'activité de pêche dans les sites du projet ArtFiMed. CopeMed II – ArtFiMed Documents techniques N°28 (GCP/INT/028/SPA-GCP/INT/006/EC). Málaga, 2012. 47pp.
- FAO-MedSudMed. 2012. Rapport de l'étude océanographique MedSudMed-06, plateau continental libyen (centre-sud de la mer Méditerranée) (Report of the MedSudMed-06 Oceanographic Survey, Libyan continental shelf (south-central Mediterranean Sea)), 12-24 août 2006. GCP/RER/010/ITA/MSM-TD-27. Documents techniques MedSudMed. N° 27 : 53 pp.
- Nader M., Indary S., Boustany L., 2012. FAO EastMed. Le poisson ballon *Lagocephalus sceleratus* (Gmelin, 1789) dans la Méditerranée orientale (The Puffer Fish *Lagocephalus sceleratus* (Gmelin, 1789) in the Eastern Mediterranean). GCP/INT/041/EC – GRE – ITA/TD-10

Évaluations des pêches et des stocks de poissons

- FAO-AdriaMed. 2012. Rapport du Groupe d'étude pour l'application des données de l'enquête sur le chalutage de fond à l'évaluation des stocks de poissons dans la mer Adriatique méridionale (région 18) (Report of the Study Group for the application of bottom-trawl survey data to fish stock assessment in South Adriatic Sea (GSA 18)), Torre a Mare (BA), Italie, 3-7 septembre 2012. Mémoire de la réunion AdriaMed 178. GCP/RER/010/ITA OM 178
- FAO-CopeMed II. 2012. Rapport de la réunion du Groupe d'étude sur les stocks de *Parapenaeus longirostris* et de *Merluccius merluccius* pour l'Algérie, le Maroc et l'Espagne (régions 01, 02, 03 et 04 de la CGPM) (Report of the Study Group Meeting on *Parapenaeus longirostris* and *Merluccius merluccius* stocks for Algeria, Morocco and Spain (GSAs 01, 02, 03 and 04 of the GFCM). Málaga (Espagne), 24-28 septembre 2012. CopeMed II Documents techniques N°29. (GCP/INT/028/SPA - GCP/INT/006/EC). Málaga, 2012. 51 pp.
- FAO-CopeMed II. 2012. Rapport de la troisième réunion du Groupe de travail sur les pêches de petits pélagiques dans la mer d'Alboran (Report of the Third Meeting of the Working Group on Small Pelagic Fisheries in the Alboran Sea). CopeMed II Documents techniques N°30 (GCP/INT/028/SPA - GCP/INT/006/EC). Málaga, 2012. 28 pp.
- FAO-MedSudMed. 2012. État des stocks et rendement potentiel de la crevette rose du large (*Parapenaeus longirostris*, Lucas 1846) dans la mer Méditerranée centrale et méridionale (Stock status and potential yield of deep water rose shrimp (*Parapenaeus longirostris*, Lucas 1846) in the south-central Mediterranean Sea). GCP/RER/010/ITA/MSM-TD-28. Documents techniques MedSudMed. N° 28 : 15 pp.

COMPOSANTE 4

COORDINATION, PARTICIPATION DES ONG,
STRATEGIES DE REPLICATION ET DE
COMMUNICATION, GESTION ET SUIVI-
EVALUATION (S&E) DU PROJET

Le projet régional du MedPartnership est dirigé par le PNUE/PAM et dix partenaires d'exécution travaillant dans douze pays participants. Il couvre tout le spectre des questions environnementales, de la gestion des zones côtières, de l'eau et des nappes aquifères à la réduction de la pollution tellurique, et la conservation de la biodiversité grâce au renforcement des aires marines protégées et à la mise en œuvre de l'approche écosystémique des pêches. En Méditerranée, de nombreuses organisations internationales et régionales travaillent en parallèle pour la protection de l'environnement marin et côtier. Le MedPartnership est un des plus grands projets de son genre financés par le FEM, et abordant plusieurs questions; cette collaboration étroite vise à mettre en place une base solide pour la planification commune et la mise en œuvre des actions dans l'avenir proche.

Le PNUE/PAM s'efforcera également d'assurer la viabilité des résultats du projet à long terme. À cet effet, pour la première fois, la réplique des bonnes pratiques au sein du projet est considérée comme un groupe d'activités distinct et est étroitement liée à la stratégie de communication du MedPartnership.

Sous-composante 4.1 Coordination du projet, participation des ONG, gestion et S & E

Exécutée par le PNUE/PAM, MED POL - PNUE/PAM MED POL et MIO-ECSDE

Le projet est actuellement bien avancé dans sa mise en œuvre; toutes les activités sont pleinement en cours, plusieurs sont terminées et leurs résultats définitifs diffusés.

Le processus de l'évaluation à mi-parcours s'est poursuivi. Le rapport a été finalisé en 2013 et les faits marquants ont été présentés lors de la 4ème réunion du Groupe de coordination, avec tous les partenaires d'exécution en avril 2013. Sur les six recommandations, la 1ère, 2e et 6e peuvent être appréhendées ensemble car elles soulignent le besoin de l'extension du projet, de la révision du budget et d'un établissement de rapport plus régulier (trimestriel plutôt que semestriel) au cours de la dernière année de mise en œuvre.

Tous les partenaires se sont accordés sur la proposition d'extension, prenant en compte que toutes les activités doivent être complétées entre fin 2014 et juin 2015 au plus tard. La réponse à l'évaluation sera présentée avec d'autres révisions liées au plan de travail et au budget lors de la quatrième réunion du Comité de pilotage en février 2014.

Il est de la responsabilité du PNUE/PAM, en tant qu'agence de mise en œuvre majeure du projet régional de MedPartnership, de rendre compte à FEM, l'agence d'exécution (PNUE/DEPI). En tant que tel, la révision de la mise en œuvre du projet de 2013 a été présentée, incluant l'analyse des caractéristiques concernant les indicateurs et les activités. La note globale pour la révision était moyennement satisfaisante (MS). Dans l'analyse, il était clair que la majorité du projet a réussi à atteindre ses objectifs, toutefois, c'est parce que certains indicateurs et activités ont obtenu une note inférieure à MS que la moyenne générale du projet a chuté.

Alors que la majorité du projet a atteint pleinement ses objectifs, avec de nombreuses activités achevées, en dépit d'un certain nombre de difficultés dans la région, il reste des activités spécifiques qui ont connu du retard. Il s'agit notamment des manifestations de la pollution et des activités PCB (sous-composantes 2.1 et 2.3), qui sont des activités ambitieuses qui ont nécessité quelques révisions et modifications afin de répondre aux demandes des pays participants. Un autre point soulevé portait sur la lenteur des progrès dans la coordination interministérielle qui devait être établie dans chacun des pays participants. Ce point a été examiné lors de la troisième réunion du Comité directeur. Depuis, deux comités interministériels ont été mis en place au Monténégro et en Croatie avec le soutien du projet avec le mandat général de préparer le plan national de GIZC.

Participation des organisations non gouvernementales (ONG)

En 2013, le MIO-ECSDE a poursuivi ses efforts et mis en œuvre un certain nombre d'activités visant notamment à faciliter la participation des ONG et des organisations communautaires dans les activités du projet à travers la mise en œuvre du «plan de participation des ONG» et la base de données en ligne remaniée des ONG environnementales méditerranéennes (<http://www.mio-ecsde.org/ngos>). Le rôle des ONG et des organisations communautaires dans les activités du MedPartnership a été renforcé par : la diffusion des informations sur les développements du MedPartnership (par le biais de circulaires électroniques, de lettres d'information et de bulletins) auprès d'une grande liste de contacts ; l'organisation et/ou la participation à une série de réunions et la présentation des activités du projet et l'encouragement/motivation des ONG à y participer. Des exemples représentatifs de trois événements liés au Dialogue du Drin (Tirana, 27 mai 2013, Tirana 10-11 décembre 2013). Il convient de mentionner que le MIO-ECSDE, dans le cadre du Dialogue du Drin a réussi à mobiliser des fonds pour les activités de suivi pour le prochain exercice biennal,

en termes de sensibilisation du public, de renforcement des connaissances et d'autonomisation des ONG pour protéger et conserver les écosystèmes d'eau douce dans le bassin hydrographique Drin.

Des synergies ont été mises en place avec d'autres projets au cours de l'année 2013. En tant que membre du consortium exécutant la composante du Programme IEVP Horizon 2020 pour le renforcement des compétences/Environnement Méditerranéen, MIO-ECSDE a identifié les synergies, les liens, les activités conjointes, etc., avec le MedPartnership en termes d'implication de la société civile et d'intégration environnementale. Cela comportait l'organisation d'un événement sur les opportunités et les menaces liées au développement de tourisme durable et de l'éco-tourisme en Méditerranée, dans le cadre de la Journée européenne de la mer 2013. Les discussions ont souligné et se sont focalisées sur les questions liées à l'expansion de la saison touristique, qui semble être l'une des recommandations les plus communes et qui est soutenue de manière inconditionnelle. L'évènement a servi de plateforme pour le dialogue, permettant à 120 participants d'échanger les points de vue et expériences concernant les défis liés au concept de « croissance bleue ». L'évènement s'est déroulé le 22 mai 2013 à Valletta et a été ouvert par SE Leo Brincat, ministre maltais du Développement durable, de l'environnement et du changement climatique.

L'un des principaux faits marquants était la co-organisation de la 10e réunion du Cercle des parlementaires méditerranéens pour le développement durable (COMPSUD) organisée par son Secrétariat conjoint, le MIO-ECSDE et GWP/Med. L'évènement s'est déroulé à Athènes les 13 et 14 novembre, parallèlement à un atelier MP sur la variabilité et le changement climatiques soutenu par le projet FEM PNUE/PAM et la réunion du Groupe de pilotage SWIM-SM. Il y a eu une session au Parlement grec, ainsi qu'une visite de terrain à l'ancienne Olympie et ses alentours qui souffrent de nombreux impacts de la variabilité et du changement climatiques.

Enfin, MIO-ECSDE a consenti des efforts accrus afin de lier le MedPartnership avec le Programme de microfinancements du FEM.

Soutien à la mise en œuvre de PAS et de PAN

Le MedPartnership est construit sur les PAS et les PAN. Afin d'aider les pays dans la mise en œuvre des actions convenues dans les PAN, le projet vise à apporter un soutien pour le financement durable pour la mise en œuvre à long terme des PAN.

Le MedPartnership s'appuie sur les PAS et les PAN. Afin d'aider les pays dans la mise en œuvre des activités définies, le projet vise à soutenir le financement durable pour la mise en œuvre à long terme des PAN.

En 2013, le MEDPOL a débuté le processus au moyen de l'évaluation de la mise en œuvre des PAN/PAS MED et de la réalisation des cibles. L'objectif principal de l'évaluation est de renforcer la durabilité de la mise en œuvre PAN/PAS MED. Elle dispose de deux composantes majeures : a) le cadre politique/technique et b) le portefeuille d'investissements PAN.

L'analyse a couvert les 33 cibles PAS MED afin de montrer les progrès réalisés ainsi que les défis et enjeux pour la région et les pays en ce qui concerne la pollution d'origine tellurique.

Les premiers projets de l'évaluation des rapports de mise en œuvre du PAS MED et PAN ont été examinés par les points focaux de MED POL en juin 2013 ainsi que les



*Le Groupe de Coordination du MedPartnership à Athènes
(Crédit photo: Projet MedPartnership)*

sommaires des profils de pays et fiches d'information définissant les tendances des charges de pollution des catégories de substances des PAS/PAN.

Une étude supplémentaire a été lancée par l'Union pour la Méditerranée (upM) à la demande du PNUE/PAM et en complément de l'évaluation de la composante politique des PAN réalisée par le MED POL.

Un flux continu d'informations sur les données disponibles a été échangé tout au long de la mise en œuvre du projet. Les Points focaux ont fourni des orientations, des informations et des mises à jour sur les projets de dépollution et les charges de pollution par pays et soutenu la coordination du travail d'équipe de l'UpM au niveau national avec toutes les parties prenantes.

Les résultats des deux composantes d'évaluation des PAN/PAS MED (politique/technique et portefeuille d'investissements) seront mis à la disposition des Parties contractantes en 2014, avec l'objectif de fournir une base solide pour la mise à jour des actuels PAN en vue d'atteindre un Bon État de l'Environnement en Méditerranée.

En 2013, le CAR/ASP a réalisé une évaluation de la mise en œuvre du PAS BIO et des PAN pertinents et a proposé une série d'Objectifs stratégiques et d'Actions prioritaires à considérer par les organes compétents pour la période 2014-2020, conformément à leurs compétences et mandats pour la conservation de la biodiversité marine et côtière méditerranéenne.

Résumé de la mise en œuvre à ce jour

En résumé, trois réunions des comités directeurs et quatre du groupe de coordination ont été organisées depuis 2010 avec plus de 100 participants actifs et experts. Le MedPartnership a été présenté à plus de 12 réunions internationales et régionales, y compris à la Conférence internationale sur l'eau à la Barbade en octobre 2013 et la réunion de la CoP du PNUE/PAM en décembre 2013.. Dix-huit réunions ont été organisées pour la participation des ONG avec plus de 100 ONG, et quatre formations ont été dispensées à 200 participants. En termes de rapports, les documents suivants sont disponibles sur le site Web du MedPartnership :

- [Rapports de la première, deuxième et troisième réunion du Comité de pilotage, y compris tous les documents à l'appui ;](#)
- [Rapports de la première, deuxième, troisième et quatrième réunion du Groupe de coordination, y compris tous les documents à l'appui;](#)
- [Plan de participation des ONG et base de données des ONG \(<http://www.mio-ecsde.org/ngos>\) ;](#)
- [Révision de mise en œuvre du projet \(PIR\) pour 2010, 2011 et 2012 \(disponibles à l'<http://www.thegef.org>\) ;](#)
- [Publications de rapports annuels de 2010 et 2011, 2012 et 2013 ; Rapport d'évaluation à mi-parcours.](#)

Sous-composantes 4.2 Stratégie d'information et de communication et 4.3 Stratégie de réplication

La mise en œuvre de la stratégie de communication pour 2012¹ était notamment axée sur le développement des outils nécessaires pour communiquer et promouvoir le projet de manière efficace et dans un large éventail de publics cibles.

En décembre 2013, afin de promouvoir le projet aux Parties contractantes à la Convention de Barcelone, un espace d'exposition a été mis en place dans le cadre de la CoP18 tenue à Istanbul, Turquie, du 3 au 6 décembre 2013. Pendant les quatre jours de la réunion, plus de 150 participants ont eu la possibilité de se familiariser avec le



*Exposition à la CoP 18, Istanbul, Décembre 2013
(Crédit photo: <http://cop18istanbul.org/fr/images.aspx>)*

projet grâce à un court documentaire concernant le projet ainsi que des vidéos axées sur les composantes, du matériel promotionnel ainsi que la lecture de documents sélectionnés. En outre, de nombreuses composantes du projet ont présenté leurs activités au cours de manifestations parallèles organisées dans le cadre de la CoP18.

Une version plus courte du documentaire intitulé « Ensemble pour la mer Méditerranée » a été produite en 2013 et diffusée. Le documentaire présente une couverture unique de deux sites de démonstration, à Buna/Bojana et en Tunisie, ainsi que les points de vue des habitants concernant les menaces environnementales dans la région. Le film a été projeté durant le lancement de l'État de l'environnement marin et côtier le Jour de l'environnement en mai, à Athènes,

¹ MIO-ECSDE a mis en œuvre la Stratégie de communication pour MedPartnership de janvier à mars et d'octobre à décembre 2012.

lors de la CoP18 à Istanbul et a été présenté au concours du film lors de la Conférence internationale sur l'eau à La Barbade.

Le site Internet a été maintenu à jour promouvant les réunions, nouvelles, vidéos et publications pertinentes. Afin d'atteindre un public plus large, une page Facebook a été créée pour le projet afin de présenter ses différentes activités et sensibiliser la population. Les médias sociaux ont été régulièrement mis à jour et les documents des projets ont été diffusés efficacement en particulier au moyen de Scribd, Vimeo et Facebook. Des circulaires par courriel, contenant un bulletin d'information et des publications ad hoc, ont été largement diffusées à plus de 800 destinataires.

Une version à jour de la brochure MedPartnership a été produite en trois langues (anglais, français et arabe).

Dans le cadre de la Stratégie de réplification, les activités initiales ainsi que les premières activités pour la promotion des meilleures pratiques ou « pratiques reproductibles » pour la gestion efficace des aires marines protégées (AMP en Méditerranée) ont été entreprises en 2012 avec les deux publications pour la gestion des AMP et des événements parallèles par WWF-MedPO et le CAR/ASP au cours du Forum des aires marines protégées en Méditerranée organisé en novembre 2012. La plateforme Internet qui fournira des informations pré- et post- formation pour le renforcement des capacités a été développée en 2013 (<http://www.mpatraininginthemed.org/>). Elle facilitera le réseautage et l'apprentissage au sein des AMP méditerranéennes, soutiendra les praticiens d'AMP grâce au matériel en ligne et interactif lié à la gestion des AMP, favorisera et sécurisera l'accès à la base de données d'experts et la bibliothèque d'outils de gestion développés par le MedPAN et intégrera les efforts de renforcement des capacités pour les praticiens des AMP en Méditerranée.

En février 2013, un appel a été lancé parmi les partenaires d'exécution et copié à l'attention des membres du Comité de pilotage pour les activités de réplification restantes. Huit propositions ont été soumises, y compris deux par les points focaux de pays participants. Trois des propositions remplissaient tous les critères pour l'inclusion dans le plan de travail 2014, à adopter par la 4e réunion du Comité de pilotage en février 2014, Tunisie.



Captures d'écran de l'application IPAD développée par MIO-ECSDE

Récapitulatif de la mise en œuvre à ce jour

- Site entièrement opérationnel (<http://www.themedpartnership.org/>) ;
- MedPartnership sur Vimeo (<http://vimeo.com/user8620253>) ;
- Portail de collaboration pour les partenaires d'exécution et les points focaux du projet ;
- Application iPad pour le MedPartnership créée et lancée lors de la 6e Conférence biennale sur les eaux internationales du FEM (17-20 octobre 2011 Dubrovnik, Croatie), suivie par la finalisation des applications iPhone et Flash ;
- Documentaire de MedPartnership (PNUE/PAM et MIO-ECSDE) plus quatre vidéos sur les aires marines protégées (WWF-MedPO et CAR/ASP) disponibles sur Vimeo et le site web de MedPartnership ;
- 20 communiqués de presse, 6 bulletins d'information et plus de 250 articles de presse, diffusés à plus de 300 parties prenantes ;
- 100 médias invités aux réunions de MedPartnership. Dossier de presse également disponible en ligne ;
- Évaluation de la réplification, présentée et adoptée lors de la deuxième réunion du Comité directeur (15-17 mars 2011 à Damas, Syrie) ;
- Stratégie de réplification méditerranéenne environnementale «MEReS», présentée et adoptée à la troisième réunion du Comité directeur (15 au 17 mai 2012, Istanbul, Turquie) ;
- Assurer l'efficacité des Aires marines protégées - Leçons tirées en Méditerranée (WWF-MedPO) publiée lors du Forum des Aires marines méditerranéennes protégées en novembre 2012.
- Mise à jour et diffusion de la brochure MedPartnership (2013)
- Production et distribution en 2013 du bulletin

d'informations

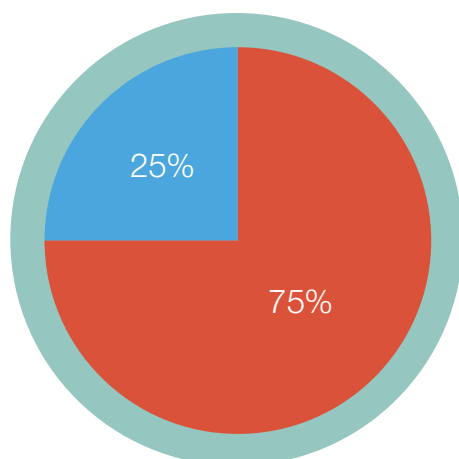
- Création d'une page Facebook pour le projet.
- Production et projection d'une version plus courte du documentaire dans trois événements principaux et compétition avec les documentaires d'autres projets FEM.

Tous les partenaires d'exécution ont en outre produit de nombreux supports et publications de communication, qui sont mentionnés dans les composantes 1-3 dans le présent rapport ou peuvent être consultés sur leurs sites web en plus du site web de MedPartnership.

PERFORMANCE FINANCIÈRE DU PROJET RÉGIONAL ET QUESTIONS ADMINISTRATIVES

Le coût total du projet régional s'élève à USD 47.488.700, dont USD 11.891.000 sont financés par le FEM.

Partenariat Stratégique pour le Grand Ecosystème Marin de la Méditerranée (MedPartnership)

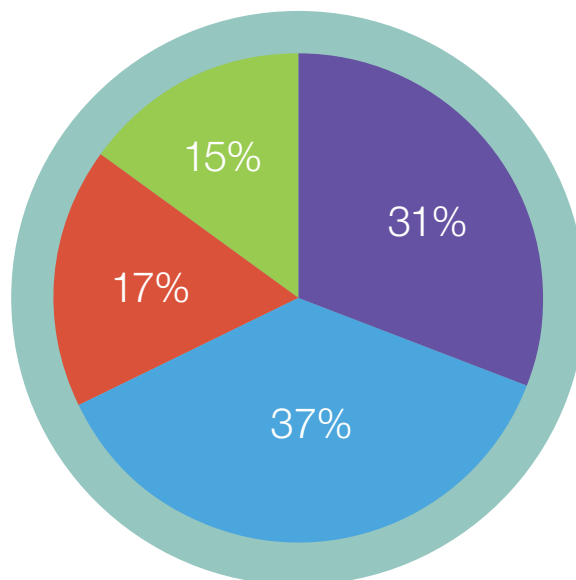


- Coût au FEM US\$ 11.891.000
- Cofinancement US\$ 35.597.700
- Coût total du projet: US\$ 47.488.700

Les USD 35.597.700 restants proviennent des contributions de cofinancement en espèces ou en nature de ressources non-FEM. Ce cofinancement provient des pays participants, de pays tiers, des agences d'exécution et autres.

Le graphique ci-dessous montre le cofinancement engagé dans le projet, par catégorie de donateurs.

Le total du co-financement en détail
US\$ 35.597.700



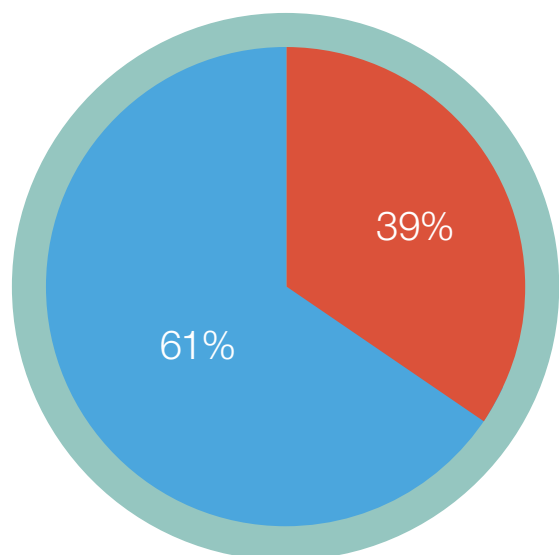
- Pays participants (en nature): US\$ 13.100.000
- Autres pays (en espèce): US\$ 6.273.000
- Agences exécutoires: US\$ 5.330.400 (en espèce et en nature)
- Autres : US\$ 10.894.300 (en espèce et en nature)

Les contributions de cofinancement (en espèces) administrées par le PNUE viennent de l'UE (2.000.000 Euros), l'AECID (1.750.000 Euros), et MTF (2.750.000 USD). Tous les détails sur le budget et le cofinancement se trouvent dans le rapport initial. La CE a confirmé son engagement de fournir 1.600.000 Euros supplémentaires pour le travail du CAR/ASP et WWF-MedPO pour la gestion et la création d'aires marines protégées, qui doit être signé au début de 2013.

Engagements de financement du FEM

Les ressources du FEM engagées/décaissées au 31 décembre 2013 s'élèvent à 7 198 188 dollars US (ce chiffre est fondé sur la meilleure estimation et n'est pas final puisque le compte 2013 du PNUE ne sera clôturé qu'en mars 2014), ce qui représente environ 61% du total des financements du FEM. En ce qui concerne l'importante quantité de fonds engagés par le biais de contrats en 2012, la plupart des activités ont en réalité été réalisées en 2013, montrant ainsi une augmentation importante de l'engagement/des dépenses.

Engagement du FEM en termes de financement



● Engagement restant du FEM : US\$ 4,692,812

● Financement du FEM au 31/12/2013:
US\$ 7,198,188

Co-financement

Un progrès important a été réalisé dans la prise d'engagement de co-financement par les partenaires d'exécution depuis juin 2012 et ce progrès sera formellement mentionné au FEM en juin 2014. Le cycle de présentation officielle par le FEM visant à suivre les progrès et la situation financière du projet est annuel pour la période entre le **1er juillet et le 30 juin de chaque année**.

INTEGRATION DE LA VARIABILITE ET DU CHANGEMENT CLIMATIQUES DANS LES STRATEGIES NATIONALES POUR METTRE EN ŒUVRE LE PROTOCOLE GIZC (PROJET DE VARIABILITE DU CLIMAT)

Lorsque le MedPartnership a été développé entre 2006 et 2007, la question des impacts climatiques sur les zones marines et côtières, déjà bien connus et documentés, n'était pas pleinement intégrée dans les activités du projet. Toutefois, la compréhension du changement climatique et de ses menaces a augmenté depuis, et un besoin d'accroître la capacité des pays méditerranéens à répondre à de telles menaces est apparu. Cela a entraîné un accord pour un nouveau projet de même nature que le MedPartnership qui serait axé sur l'intégration des perspectives de variabilité climatique dans la planification GIZC.

Suite à une phase de préparation pour le développement d'un document de projet complet, le PDG du FEM a approuvé le projet en janvier 2012.

L'agence de mise en œuvre est le PNUE, tandis que les agences d'exécution sont le PNUE/PAM, ses centres d'activité régionaux (CAR/PAP et le Plan Bleu) et GWP-Med. La durée prévue du projet est d'environ 30 mois, et il devrait être achevé parallèlement à la réalisation du MedPartnership. Les pays participants sont les suivants : Albanie, Algérie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Égypte, Libye, Maroc, Monténégro, Palestine, Syrie et Tunisie.

L'objectif global du projet est d'appuyer la mise en œuvre du Protocole GIZC en Méditerranée par le biais du développement de mécanismes et d'outils de coordination à l'échelle régionale en vue d'étudier la variabilité du climat dans la région méditerranéenne. Le projet porte sur les quatre composantes présentées ci-dessous.

Composante 1 : Mise en place d'une plate-forme de partage d'information Exécutée par le PNUE/PAM, le Plan Bleu

Cette composante renforcera la coordination d'un programme de surveillance de la variabilité climatique régionale à long terme, avec un consensus sur les objectifs, les cibles, les indicateurs d'impact et les modalités de mise en œuvre. Elle sera soutenue par une plate-forme régionale de données, basée sur le web, sur la recherche climatique, axée notamment sur les impacts environnementaux et économiques du changement climatique sur la zone côtière. Le programme de surveillance et la base de données seront intégrés dans les processus nationaux et régionaux de surveillance GIZC et, ce faisant, contribueront aux travaux en cours au sein du protocole GIZC de la Convention de Barcelone.

Au cours de l'année 2013, huit ateliers nationaux ont été modérés par le Plan Bleu et soutenus par les ministères nationaux. Les institutions et experts nationaux pertinents dans le domaine de la GIZC et du changement climatique ont participé à ces ateliers (de 8 à 25 experts). Les ateliers ont permis de discuter de la disponibilité des données, des options de partage des données et des fonctionnalités de la plateforme.

Les pays demeurent propriétaires des données qu'ils choisissent de partager par l'intermédiaire de la plateforme.

Le Plan Bleu, le PNUE-GRID Genève et UniGe vont travailler ensemble afin de développer, tester et valider la plateforme, qui sera connue sous le nom de Plateforme méditerranéenne intégrée d'informations sur le climat (MedICIP).

Composante 2 : Renforcement de la base de connaissances sur la variabilité et le changement climatique régional

Exécutée par le PNUE/PAM, Plan Bleu, le CAR/PAP et le GWP-Med

Afin d'enrichir notre compréhension de la variabilité du climat en Méditerranée, cette composante s'appuiera sur les données recueillies dans la composante 1 afin d'analyser les impacts de la variabilité climatique en Méditerranée. Cela aidera les pays à calculer plus précisément les impacts de la variabilité climatique sur leur zone marine et côtière. En partenariat avec d'autres programmes régionaux, il comprendra les résultats les plus récents sur les processus régionaux et mondiaux qui influent sur la variabilité du climat en mettant l'accent sur les bassins versants côtiers, sur les risques pour la disponibilité et la qualité de l'eau et les écosystèmes marins (y compris l'agriculture et la pêche), et d'autres risques qui doivent être mieux définis, tels que l'érosion côtière. Sur la base des conclusions de ces études, un rapport régional sur les impacts environnementaux et socio-économiques de la variabilité et du changement climatique sera élaboré et publié.

Deux projets de démonstration seront exécutés en Croatie (comté de Sibenik-Knin) et en Tunisie (îles de Kerkennah) à l'aide de plusieurs outils visant à évaluer les impacts environnementaux et socio-économiques de la variabilité climatique dans les zones côtières prioritaires. Les actions seront identifiées en consultation étroite avec les experts et les parties prenantes nationales pour être intégrées dans les plans marins et côtiers dans le cadre et les orientations liés au protocole GIZC.

Pour le cas tunisien, une attention particulière sera portée sur le rôle des écosystèmes et leur contribution à l'adaptation au changement climatique et des recommandations de mesures seront développées en consultation avec les experts nationaux et locaux et les parties prenantes afin de mettre à jour le plan de GIZC existant, développé en 2008. Le processus de consultation sera organisé au niveau national et local incluant deux ateliers nationaux et trois locaux. En 2013,

deux consultations nationales se sont déroulées dans le comté de Sibenik-Knin (Croatie), en avril et en novembre et ont permis d'identifier les problèmes et pressions prioritaires dans le domaine étudié et des indicateurs afin de mesurer ces problèmes. Le dernier atelier permettra de travailler sur les hypothèses du scénario et finalement de fournir certaines recommandations pour les décideurs locaux. Un plan de GIZC mettant l'accent sur la variabilité et le changement climatiques doit être développé dans le comté de Sibenik-Knin. Ce plan intégrera les conclusions du projet de démonstration dans la Composante 2 et représentera une nouvelle génération de plans GIZC pour la Méditerranée, plus focalisés sur la variabilité du climat et les impacts du changement sur la zone côtière.

En ce qui concerne le cas de démonstration tunisien, un atelier national s'est déroulé en octobre et a permis d'identifier les principales institutions et parties prenantes à impliquer et de s'accorder sur les instruments et approches à utiliser.

Composante 3 : Appui de l'application du Protocole GIZC et renforcement des compétences

Exécutée par le PNUE/PAM, le CAR/PAP et le GWP-Med

L'accroissement des compétences, le renforcement des partenariats et les actions conjointes créeront un environnement propice à la mise en œuvre du Protocole GIZC. Au niveau national, des comités interministériels contribueront aux dialogues multisectoriels sur les processus politiques et de gestion en Méditerranée et faciliteront l'intégration du protocole GIZC dans les plans nationaux.

Le renforcement ciblé des compétences permettra aux intervenants de remplir ces rôles. En novembre 2013, un atelier régional a été organisé à Athènes pour les membres du Parlement avec la participation des représentants de la société civile et des médias, y compris une session conjointe spéciale avec le Comité environnement et eau du Parlement grec. Des recommandations pour un engagement renforcé des parlementaires dans l'agenda pour le climat ont été fournies. L'atelier a été organisé conjointement avec le Programme UE SWIM-SM.

Le cadre régional méditerranéen d'adaptation au changement climatique (développé en 2011) sera finalisé pour adoption lors de la prochaine réunion des Parties contractantes à la Convention de Barcelone en 2015.

Composante 4. La gestion de projet.

Exécutée par le PNUE/PAM

La composante de gestion de projet veille à la mise en œuvre rapide et harmonieuse des activités du projet. Outre les solides plates-formes d'échange dans la région, les expériences du projet seront partagées au sein de la communauté étendue des Eaux internationales, à travers IW:Learn, IWC, Iwens, entre autres.

PLAN MEDPARTNERSHIP POUR 2014

En ce qui concerne le Projet régional du MedPartnership, pour la majorité des partenaires d'exécution, 2014 sera la cinquième année de mise en œuvre. Le plan de travail détaillé et la liste provisoire des réunions seront présentés dans le projet du plan de travail du MedPartnership à discuter et approuver lors de la réunion du quatrième Comité de pilotage qui se déroulera à Hammamet (Tunisie) du 17 au 20 février 2014.

Les recommandations de l'évaluation à mi-parcours seront essentielles dans l'établissement des orientations d'avenir de MedPartnership, de 2014 à son achèvement.

Suite à l'évaluation à mi-parcours, plusieurs actions seront mises en œuvre en 2014 et en 2015. Une deuxième extension sans frais sera recommandée au quatrième Comité de pilotage, probablement jusqu'en 2015.

Il est prévu que le MedPartnership sera mené à bien en trois étapes :

- 1) D'ici la fin 2014, plus de la moitié des activités du projet sera complétée en temps opportun.
- 2) Certaines activités se poursuivront jusqu'en juin 2015. Cela inclut les nouvelles activités telles que le travail du WWF-MedPO et du CAR/ASP sur les AMP avec le soutien de fonds supplémentaires de la part de la CE. Il inclura également les projets de réplique à discuter et approuver lors de la 4ème réunion du Comité de pilotage. Pour finir, certaines activités seront prolongées afin d'assurer plus de temps de consultation avec les ministères et les parties prenantes pour l'adoption et l'intégration de plans développés (tels que GIZC, GIRE, plans aquifères, etc., démonstration de pollution). Les démonstrations de pollution révisées conformément aux recommandations MTE doivent être complétées d'ici juin 2015.
- 3) La période de juin à décembre 2015 permettra d'avoir suffisamment de temps pour la publication de tous les résultats et le matériel final de communication,

pour exposer les résultats à l'échelle régionale et nationale et préparer tous les rapports techniques et administratifs finaux, de fournir un soutien à l'évaluation finale et mener à bien le projet.

Certains des principaux résultats escomptés au sein de la Composante 1 (GIZC, GIRE et gestion des aquifères) en 2014 incluent la finalisation du rapport d'évaluation régionale sur les risques et l'incertitude pour les aquifères côtiers, complété par un rapport régional sur les aspects juridiques et institutionnels de la gestion des aquifères côtiers et le lancement d'un système d'information géographique sur les aquifères méditerranéens. Les stratégies nationales de GIZC pour le Monténégro et l'Algérie ainsi que la mise à jour du cadre méthodologique intégré (CMI) pour la gestion conjointe des côtes, de l'eau et des aquifères seront achevées. Les démonstrations conjointes pour le plan de gestion transfrontière de Buna/Bojana (Albanie et Monténégro) et le plan côtier de Reghaia (Algérie) seront également achevés.

La Composante 2, axée sur plusieurs démonstrations de pollution et sur l'élimination des PCB achèvera les propositions de réforme politique pour la gestion de boues de phosphogypse en Tunisie et le recyclage et la régénération des huiles lubrifiantes en Algérie, ainsi que plusieurs lignes directrices finalisées pour le chrome et le contrôle de DBO des tanneries, la gestion des huiles lubrifiantes et le recyclage des batteries au plomb. L'évaluation de l'ampleur des apports fluviaux d'éléments nutritifs dans la mer Méditerranée sera achevée et publiée et un outil en ligne pour le calcul des effluents industriels sera opérationnel. Les activités pour le Transfert d'écotechnologies (Med-TEST) se sont achevées début 2013 et ont été étendues dans un large programme méditerranéen sur la consommation et la production durables (SWITCH-Med). En ce qui concerne le soutien pour l'élimination des PCB par les entreprises électriques, la plateforme d'apprentissage va être finalisée, aux côtés d'une vidéo de sensibilisation du public. Huit cours de formation sur la gestion des PCB vont être complétés et l'élimination d'au moins 400 tonnes d'huiles contaminées aux PCB sera en cours, sur la base des inventaires détaillés disponibles début 2014.

Les actions planifiées dans le cadre de la Composante 3 (AMP et approche écosystémique de la gestion des pêches), les nouvelles activités pour soutenir la gestion et la création d'AMP seront initiées en Algérie, en Egypte, au Liban, au Maroc et en Tunisie. Il en va de même pour l'achèvement des plans de gestion, des plans financiers et le renforcement des capacités des AMP pour au moins 7 AMP.

Plusieurs activités importantes seront lancées et achevées en 2014 en ce qui concerne la gestion de projet, la coordination, la communication, la participation des ONG et la réplication (Composante 4). Le quatrième Comité directeur de MedPartnership fournira l'occasion de discuter et d'adopter non seulement le rapport de l'évaluation à mi-parcours et la réponse de l'unité de gestion, mais aussi les activités finales en vue de la promotion de pratiques de réplication. L'application iPad et le site Internet vont faire l'objet d'une révision afin d'inclure les résultats du projet et les activités de projet liées à la Variabilité climatique et la GIZC. UPM et MED POL achèveront leur activité commune portant sur l'évaluation de la mise en œuvre du PAN PAS-MED, et finaliseront une publication sur l'état de mise en œuvre du PAN jusqu'ici. Un agent en finance durable sera recruté afin d'aider les pays concernant les options de financement durable pour les priorités des PAN restantes identifiées. Cela s'achèvera par une publication similaire par le CAR/ASP sur l'état de mise en œuvre de PAS-BIO.

La proposition de projet portant sur l'«Intégration de la variabilité et du changement climatique dans les stratégies nationales en vue de la mise en œuvre du Protocole GIZC en Méditerranée» sera pleinement mise en œuvre en 2014, en même temps que les projets de démonstration en Croatie et en Tunisie.

ANNEXES

ANNEXE 1. RÉCAPITULATIF DES PROJETS DE DÉMONSTRATION DU PROJET RÉGIONAL

Les projets pilotes ont été élaborés pendant la phase préparatoire du projet régional, en 2006. Ils étaient initialement 32 et étaient axés sur les priorités des PAS et des PAN, mais au cours de la révision du projet, en 2009, et des négociations avec les pays, ce nombre s'est accru jusqu'à 79 démonstrations.

Liste des démonstrations du projet régional depuis 2010.

Pilote/Démonstration	Sites des projets pilotes/de démonstration	n° de Démo.
Composante 1: Promotion des approches intégrées de la mise en œuvre des PAS et des PAN: GIZC, GIRE et gestion des aquifères côtiers.		
Évaluation des risques et des incertitudes liés aux aquifères côtiers méditerranéens (PHI-UNESCO Activité 1.1.1.1)	Maroc (Lagune de Nador et aquifère de Bou Areg)	1
Cartographie de la vulnérabilité des aquifères côtiers (PHI-UNESCO Activité 1.1.1.2)	Croatie (source karstique de Novljanska Zrnovnica et aquifère côtier de Pula) Tunisie (Gar El Melah)	3
Plan de zone côtière: Plan conjoint GIZC et GIRE, intégrant eaux souterraines/aquifères (CAR/PAP Activité 1.2.2.1; GWP-Med Activité 1.3.3.1); PHI-UNESCO Activité 1.1.2.2	Albanie/Monténégro (Buna/Bojana zone côtière)	1
Plan de zone côtière: Plan de GIZC intégrant eaux souterraines/aquifères (CAR/PAP Activité 1.2.1.1; PHI-UNESCO Activité 1.1.2.2)	Algérie (zone côtière de Reghaïa)	1
Gestion durable des aquifères et des sols côtiers (PHI-UNESCO Activité 1.1.2.4)	Tunisie (oasis de Gabès)	1
Mise en œuvre d'applications en éco-hydrogéologie pour la gestion et la protection des zones humides côtières (PHI-UNESCO Activité 1.1.2.5)	Maroc (zone humide côtière du fleuve Martil)	1
Préparation des stratégies nationales de GIZC et PAN (CAR/PAP Activité 1.2.1.1)	- Zone côtière de l'Algérie - Zone côtière du Monténégro	2
Progression de la planification GIRE au niveau des bassins fluviaux dans l'Est de la Méditerranée (GWP-Med Activité 1.3.3.2, à confirmer)	Liban : fleuve de Damur	1

Composante 2: Pollution due à des activités situées à terre, y compris les polluants organiques persistants: mise en œuvre du MED-PAS et des PAN correspondants

Sous-composante: 2.1. Facilitation des réformes législatives et de politique générale pour le PAS MED

2.1.1. Projet pilote sur la gestion des boues de phosphogypse provenant de la production d'engrais phosphatés	Tunisie	1
2.1.2. Projet pilote sur le chrome, les éléments nutritifs et la DBO dans les tanneries	Turquie (Buyuk Menderes, Izmir)	1
2.1.3. Projet pilote sur le recyclage et la régénération des huiles lubrifiantes usées	Algérie	1
2.1.4. Projet pilote sur le recyclage des piles/accumulateurs au plomb	Syrie (Damas)	1
Sous-composante 2.2. Transfert de technologies écologiquement rationnelles (TTER)	Tunisie (Tunis, Sfax, Sousse) Maroc (Tanger, Tetouan) Égypte (Alexandrie, baie de El Mex, Abou Quir)	43 (7 secteurs)

Sous-composante 2.3. Gestion écologiquement rationnelle du matériel, des stocks et des déchets contenant des PCB ou contaminés par ces derniers dans les compagnies nationales d'électricité des pays méditerranéens

Projets de démonstration pour améliorer le programme de gestion des PCB et faciliter l'application des Plans nationaux de mise en œuvre (PIN) et MED-PAS	Albanie (Tirana), Égypte (Alexandrie), Turquie (plusieurs endroits) et Bosnie Herzégovine (Mostar)	4
--	--	---

Composante 3. Conservation de la diversité biologique: mise en œuvre du PAS BIO et des PAN correspondants

Sous-composante 3.1: Conservation de la biodiversité marine et côtière dans le cadre de la mise en place d'un réseau méditerranéen d'aires marines protégées (AMP)

3.1.2 Identification et planification de nouvelles AMP afin d'étendre le réseau régional et de renforcer sa représentativité écologique en Albanie, Croatie, Monténégro et Tunisie	- AMP de Karaburuni, Albanie - Ile de Vis, Croatie - Ile Katici, baie de Kotor, Monténégro - Iles Kuriat, Tunisie	4
3.1.2.7: Projet de démonstration - Libye: Dossier environnemental pour un réseau national d'AMP en Libye (CAR/ASP et WWF-MedPO)	Libye: - WWF- MedPO, à Ain Al Ghazalah et golfe de Bomba - CAR/ASP, à Farwa, Garra, El kouf, Ain El Ghazella	1
3.1.3. Gestion améliorée des aires marines protégées:		
3.1.3.5 Projet de démonstration Turquie (WWF-MedPO)	Turquie (ASP de Kas-Kekova)	1
3.1.3.6 Projet de démonstration Algérie (WWF-MedPO)	Algérie (Parc national de Taza)	1
3.1.3.7 Projet de démonstration - Croatie: Plans de gestion et de suivi-évaluation pour les AMP existantes (WWF-MedPO)	Croatie (Lastovo, Mijet, Telascica, Brijuni, Kornati)	1

3.1.4 Assurer la durabilité financière des réseaux d'AMP nationaux et régionaux

3.1.4.2: Projet de démonstration – Tunisie. Création de l'Unité de gestion de l'AMP de Cap Négro-Cap Serrat, élaboration de son plan économique et identification de mécanismes financiers durables pour les AMP (WWFMedPO)	Tunisie (AMP du Cap Négro – Cap Serrat)	1
---	---	---

3.1.4.3: Projet de démonstration sur les mécanismes de durabilité financière pour au moins trois nouvelles AMP dans différents secteurs (CAR/ASP)	Monténégro, Croatie, Albanie et Tunisie	4
---	---	---

Sous-composante 3.2: Promotion de l'utilisation durable des ressources halieutiques dans le cadre d'approches écosystémiques de la gestion

3.2.2.2 Mise au point et démonstration de solutions de réduction des prises accessoires d'espèces protégées/menacées de poisson et d'invertébrés et/ou de vertébrés emblématiques	Tunisie	1
---	---------	---

3.2.3: Appui à la participation des pêcheurs à la surveillance et à la gestion des AMP du littoral	Maroc ou Tunisie	1
--	------------------	---

TOTAL DES PROJETS PILOTES/PROJETS DE DÉMONSTRATION		77
---	--	-----------



ANNEXE 2. ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES

Français	Anglais	Signification
ACCOBAMS	ACCOBAMS	Accord sur la Conservation des Cétacés de la Mer Noire, de la Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente, conclu sous l'égide de la Convention sur la Conservation des Espèces Migratrices appartenant à la Faune Sauvage
Adriamed	Adriamed	Coopération scientifique pour le soutien à une gestion responsable des pêches compatible avec l'approche écosystémique des pêches en mer Adriatique
AECID	AECID	Agence espagnole de coopération internationale pour le développement
MTD	BAT	Meilleure technologie disponible
DBO	BOD	Demande biochimique en oxygène
PGZC	CAMP	Programme de gestion de la zone côtière
DG	CEO	Directeur général
CDB	CBD	Convention sur la diversité biologique
OTNC	CBO	Organisation travaillant au niveau des collectivités
CdL	CdL	Conservatoire du littoral
CIRCE	CIRCE	Projet sur la variabilité et la prévisibilité du climat méditerranéen
COP	COP	Conférence des Parties
COPEMED	COPEMED	Cooperación Pesca Mediterráneo (Coopération pour la pêche en Méditerranée; FAO)
CAR/PP	CP/RAC	Centre d'activités régionales / Production plus propre
AEP	EAF	Approche écosystémique des pêches
EastMed	EastMed	Zone de la Méditerranée orientale, FAO
CE	EC	Commission européenne
EIE	EIA	Évaluation de l'impact environnemental
VLE	ELV	Valeur limite d'émission
PEV	ENPI	Politique européenne de voisinage

ANNEXE 2. ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES

Français	Anglais	Signification
NQE	EQS	Norme de qualité environnemen- tale
GER	ESM	Gestion écologiquement ratio- nnelle
TER	EST	Technologie écologiquement rationnelle
UE	EU	Union européenne
IEE UE	EUWI EU	Initiative européenne pour l'eau (UE)
FAO	FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FFEM	FGEF	Fonds français pour l'environnement mondial
FEM	GEF	Fonds pour l'environnement mon- dial
CGPM	GFCM	Commission générale des pêches pour la Méditerranée
SIG	GIS	Système d'information géographique
GWP-Med	GWP-Med	Partenariat mondial de l'eau-Médi- terranée
H2020 CB/MEP	H2020 CB/MEP	Horizon 2020 - Renforcement des capacités/ Programme méditer- ranéen pour l'environnement
AE	IA	Agence d'exécution
GIZC	ICZM	Gestion intégrée des zones côtières
FI BM	IF WB	Fonds d'investissement (Banque mondiale)
INFO/CAR	INFO/RAC	Information et communication environnementale des Centres d'activités régionales
GTI	IWG	Groupe de travail intégratif
GIBV	IRBM	Gestion intégrée des bassins ver- sants
ISARM	ISARM	Gestion des ressources des aqui- fères transnationaux
ISPRA	ISPRA	Institut supérieur italien pour la protection et la recherche dans le domaine de l'environnement (Istituto superiore per la protezione e la ricerca ambientale)

ANNEXE 2. ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES

Français	Anglais	Signification
UICN	IUCN	Union internationale pour la conservation de la nature
EI	IW	Eaux internationales
GIRE	IWRM	Gestion intégrée des ressources en eau
GEM	LME	Grand écosystème marin
S&E	M&E	Suivi et évaluation
PAM	MAP	Plan d'action pour la Méditerranée
APMC	MCPA	Aire protégée marine et côtière
CMDD	MCSD	Commission méditerranéenne du développement durable
IEE MED	MED EUWI	Composante méditerranéenne de l'Initiative européenne pour l'eau
MedMPA	MedMPA	Projet régional pour le développement des aires marines et côtières protégées dans la région méditerranéenne (CAR/ASP)
MEDPAN	MEDPAN	Réseau des gestionnaires des aires marines protégées de Méditerranée
MEDPOL	MEDPOL	Programme de surveillance et de recherche en matière de pollution de la Mer Méditerranée
MedSudMed	MedSudMed	Évaluation et surveillance des ressources halieutiques et des écosystèmes pour la mise en œuvre de l'AEP au centre-sud de la Méditerranée
TTER MED	MED TEST	Transfert de technologies écologiquement rationnelles pour la Méditerranée
MIO-ECSDE	MIO-ECSDE	Office méditerranéen d'information pour l'environnement, la culture et le développement durable
AMP	MPA	Aire marine protégée
FASM	MTF	Fonds d'affectation spéciale pour la Méditerranée
PAN	NAP	Plan d'action national
ONG	NGO	Organisation non gouvernementale
SNGIZC	NICZMS	Stratégies nationales de GIZC
PNMO	NIP	Plan national de mise en œuvre

ANNEXE 2. ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES

Français	Anglais	Signification
CDP	NPOs	Coûts des déchets de production
CAR/PAP	PAP/RAC	Centre d'activités régionales / Programme d'actions prioritaires
PCB	PCB	Polychlorobiphényles
BEP	PIR	Bilan d'exécution de projet
UGP	PMU	Unité de gestion de programme
POP	POPs	Polluants organiques persistants
CAR	RAC	Centre d'activités régionales
PAS	SAP	Programme d'action stratégique
PAS-BIO	SAP-BIO	Programme d'action stratégique pour la conservation de la diversité biologique marine et côtière en Méditerranée
PAS-MED	SAP-MED	Plan d'action stratégique visant à combattre la pollution due à des activités menées à terre dans la région méditerranéenne
SINP	SINP	Institut d'État pour la protection de la nature, Croatie
PME	SMEs	Petites et moyennes entreprises
CAR/ASP	SPA/RAC	Centre d'activités régional /Aire spécialement protégée
SUNCE	SUNCE	Association croate pour la nature, l'environnement et le développement durable
AT	TA	Assistance technique
ADT	TDA	Analyse diagnostique transfrontalière
UpM	UfM	Union pour la Méditerranée
PNUE	UNEP	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PAM/PNUE	UNEP/MAP	Plan d'action pour la Méditerranée du Programme des Nations Unies pour l'environnement
PHI-UNESCO	UNESCO-IHP	Programme hydrologique international de l'UNESCO
ONUDI	ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
USD	USD	Dollar des États-Unis d'Amérique
BM	WB	Banque mondiale

Le Partenariat Stratégique pour le Grand Écosystème Marin de la Méditerranée (MedPartnership) est une initiative rassemblant de grandes organisations (régionales, internationales, non gouvernementales etc.) et des pays riverains de la Mer Méditerranée, dans le but de protéger l'environnement marin et littoral de la Méditerranée.

Le MedPartnership est constitué de deux composantes complémentaires :

- **Le Projet régional, mené par le PNUE/PAM, et**
- **Le Fonds d'investissement (ainsi que Med Durable) mené par la Banque Mondiale.**

Ces composantes visent à assurer une approche stratégique et coordonnée afin de catalyser les réformes de politique générale, législatives et institutionnelles, et les investissements nécessaires.

Le MedPartnership est mis en œuvre dans les pays suivants, éligibles au FEM : Albanie, Algérie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Égypte, Liban, Libye, Maroc, Monténégro, Palestine, Syrie, Tunisie et Turquie.

Le MedPartnership est financièrement soutenu par le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) et d'autres donateurs, notamment l'Union Européenne et tous les pays participants, et travaille en étroite association avec d'autres initiatives régionales pertinentes, telles que l'initiative Horizon 2020, visant à dépolluer la Méditerranée; la Politique maritime intégrée européenne, etc.

Ensemble pour la Méditerranée

Imprimé sur papier recyclé avec encres biodégradables